

DIALOGUE GLOBAL

6.1

4 numéros par an, en 16 langues

La dimension politique
de la lutte contre
le réchauffement

Herbert Docena

La démocratie violente
d'Afrique du Sud

Karl von Holdt

L'économie solidaire

Paul Singer

Les coopératives comme alternative

- > La plus ancienne coopérative d'Inde
- > Les coopératives Mondragon
- > Le mouvement anti-intermédiaires grec
- > Les entreprises récupérées en Argentine
- > Fin du monde, ou fin du capitalisme ?

Extraction capitaliste en Amérique latine

- > Le néo-extractivisme contesté
- > Extractivisme et Buen Vivir en Équateur
- > Luites pour les biens communs au Mexique
- > Le nouvel extractivisme en Argentine

Hommage

- > Vladimir Yadov, 1929-2015

MAGAZINE



Association
Internationale
de Sociologie



VOLUME 6 / NUMÉRO 1 / MARS 2016
<http://isa-global-dialogue.net>

DG



> Éditorial

Environnement et démocratie violente

Lorsque les scientifiques traitent du changement climatique, c'est pour brandir le spectre d'une hausse des températures aux conséquences catastrophiques – inondations, typhons, fonte des glaciers, et destruction de communautés entières. Mais lorsqu'ils s'intéressent à la dimension politique du changement climatique, ils se polarisent sur les négationnistes du changement climatique et leurs puissants alliés, ou sur l'échec des mouvements populaires, alors même que les luttes au sein même des élites internationales sont souvent ignorées. Depuis quatre ans, Herbert Docena établit chaque année pour *Dialogue Global* un compte rendu de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques. Depuis Paris où il a suivi le dernier sommet (du 30 novembre au 11 décembre 2015), il attire notre attention sur l'évolution des alliances au sein des élites : les réformistes ont renoncé à modérer les forces conservatrices qui s'imposent dans les couloirs des conférences sur le climat, et cherchent plutôt des alliés potentiels parmi les radicaux qui manifestent dans la rue. Quoiqu'il en soit, en dehors de vœux pieux, la Conférence de Paris laisse difficilement augurer de réelles avancées pour sauver la planète.

Dans ce numéro, Alf Nilsen interviewe Karl von Holdt, sociologue sud-africain de premier plan et vétéran du mouvement anti-apartheid. Von Holdt y parle de la « démocratie violente » d'Afrique du Sud et des luttes pour l'accès aux services de base auxquelles elle a donné naissance dans les townships. Les articles qui suivent traitent d'un autre type de violence : celle de la nouvelle économie extractiviste qui est en train de dévaster l'Amérique latine, comme en témoignent Maristella Svampa et ses collègues. Dans les secteurs minier et pétrolier et l'agro-industrie, des mégaprojets, stimulés par l'appétit insatiable d'une Chine en pleine expansion, sont réalisés par des multinationales avides de profit et encouragés par des États à la recherche de financements. Les articles montrent comment, en Argentine, au Mexique et en Équateur, ces projets se heurtent à une vive opposition de mouvements sociaux qui cherchent à préserver leurs terres, leur eau et leur air.

On trouvera également six articles sur les coopératives en Inde, en Grèce, en Espagne et en Argentine – comment elles survivent et à quel prix. Les coopératives sont-elles une alternative au capitalisme ou, comme le suggère Leslie Sklair, une adaptation au capitalisme ? Paul Singer, Secrétaire national de l'Économie solidaire du gouvernement brésilien, est assurément l'un des grands théoriciens et praticiens du système coopératif. Dans l'entretien qu'il a accordé à *Dialogue Global*, il est évident que Singer n'a rien d'un prophète naïf lorsqu'il dit que les coopératives sont un moyen d'assurer la subsistance des pauvres.

Enfin, ce numéro s'achève sur plusieurs hommages à Vladimir Yadov, décédé en 2015. Il fut l'un de ces courageux pionniers de la sociologie soviétique qui ont habilement repoussé les limites de l'ordre soviétique, et est resté un acteur clé des débats sur la sociologie post-soviétique. Président de l'ISA de 1990 à 1994, il s'est montré tout au long de sa carrière un internationaliste convaincu. Son décès est une grande perte, et notamment pour ses étudiants et collègues qui l'appréciaient tant.

Avec ce numéro, Juan Piovani prend le relais de María José Álvarez pour superviser la traduction de *Dialogue Global* en espagnol. Bienvenue à Juan, et un grand merci à « Majo » et à son équipe pour ces quatre années de collaboration !

> **Dialogue Global est disponible en 16 langues sur le [site web de l'ISA](#)**

> **Les propositions d'articles sont à adresser à burawoy@berkeley.edu**



Herbert Docena, observateur attentif des négociations sur le climat, analyse l'évolution des alliances politiques internationales à la Conférence de Paris.



Karl von Holdt, chercheur et activiste, explique la dynamique politique à l'œuvre dans les protestations en Afrique du Sud.



Paul Singer, universitaire, homme politique et intellectuel engagé, revient sur l'histoire de l'économie solidaire au Brésil, d'un point de vue théorique et pratique.



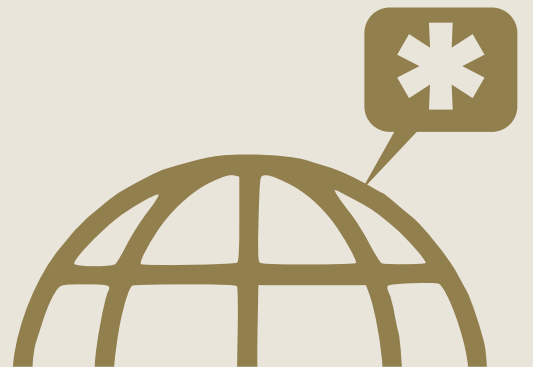
Dialogue Global est rendu possible grâce au généreux concours des **Éditions SAGE**.

> Comité de rédaction

Directeur de la publication : Michael Burawoy.	
Rédactrice en chef adjointe : Gay Seidman.	
Responsables éditoriaux : Lola Busuttill, August Bagà.	
Rédacteurs-consultants :	
Margaret Abraham, Markus Schulz, Sari Hanafi, Vineeta Sinha, Benjamin Tejerina, Rosemary Barbaret, Izabela Barlinska, Dilek Cindoğlu, Filomin Gutierrez, John Holmwood, Guillermina Jasso, Kalpana Kannabiran, Marina Kurkchiyan, Simon Mapadimeng, Abdul-mumin Sa'ad, Ayse Saktanber, Celi Scalón, Sawako Shirahase, Grazyna Skapska, Evangelia Tastsoglou, Chin-Chun Yi, Elena Zdravomyslova.	
Équipes régionales	
Monde arabe :	
Sari Hanafi, Mounir Saidani.	
Argentine :	
Juan Ignacio Piovani, Pilar Pi Puig, Martín Urtasun.	
Brésil :	
Gustavo Taniguti, Andreza Galli, Ângelo Martins Júnior, Lucas Amaral, Rafael de Souza, Benno Alves, Julio Davies.	
Inde :	
Ishwar Modi, Rajiv Gupta, Rashmi Jain, Jyoti Sidana, Pragya Sharma, Nidhi Bansal, Pankaj Bhatnagar.	
Indonésie :	
Kamanto Sunarto, Hari Nugroho, Lucia Ratih Kusumadewi, Fina Itriati, Indera Ratna Irawati Pattinasarany, Benedictus Hari Juliawan, Mohamad Shohibuddin, Dominggus Elcid Li, Antonius Ario Seto Hardjana.	
Iran :	
Reyhaneh Javadi, Abdolkarim Bastani, Niayesh Dolati, Saeed Nowroozi, Vahid Lenjanzade.	
Japon :	
Satomi Yamamoto, Hikari Kubota, Shuhei Matsuo, Yutaro Shimokawa, Masaki Yokota.	
Kazakhstan :	
Aigul Zabirowa, Bayan Smagambet, Adil Rodionov, Gani Madi, Almash Tlespayeva, Almas Rakhimbayev.	
Pologne :	
Jakub Barszczewski, Ewa Cichocka, Mariusz Finkielstein, Krzysztof Gubański, Kinga Jakiela, Justyna Kościńska, Martyna Maciuch, Mikołaj Mierzejewski, Karolina Mikołajewska-Zajac, Adam Müller, Patrycja Pendrakowska, Zofia Penza, Teresa Teleżyńska, Anna Wandzel, Justyna Zielińska, Jacek Zych.	
Roumanie :	
Cosima Rughiniş, Corina Brăgaru, Roxana Alionte, Costinel Anuţa, Ruxandra Iordache, Mihai-Bogdan Marian, Ramona Marinache, Anca Mihai, Adelina Moroşanu, Rareş-Mihai Muşat, Marian Valentin Năstase, Oana-Elena Negrea, Daniel Popa, Diana Tihan, Elisabeta Toma, Elena Tudor, Carmen Voinea.	
Russie :	
Elena Zdravomyslova, Anna Kadnikova, Asja Voronkova.	
Taiwan :	
Jing-Mao Ho.	
Turquie :	
Gül Çorbacioğlu, Irmak Evren.	
Consultant médias : Gustavo Taniguti.	
Consultante éditoriale : Ana Villarreal.	

> Dans ce numéro

Éditorial : Environnement et démocratie violente	2
La dimension politique de la lutte contre le réchauffement	
Herbert Docena, États-Unis	4
Démocratie violente en Afrique du Sud : Entretien avec Karl von Holdt	
Alf Nilsen, Norvège	8
> LES COOPÉRATIVES COMME ALTERNATIVE	
L'économie solidaire : Entretien avec Paul Singer	
Gustavo Taniguti et Renan Dias de Oliveira, Brésil	12
Urulungal, la plus ancienne coopérative d'Inde	
Michelle Williams, Afrique du Sud	16
Succès et défis des coopératives Mondragon	
Sharryn Kasmir, États-Unis	19
Le mouvement anti-intermédiaires en Grèce	
Theodoros Rakopoulos, Grèce	22
Les « entreprises récupérées » en Argentine	
Julián Rebón, Argentine	25
La fin du monde, ou la fin du capitalisme ?	
Leslie Sklair, Royaume-Uni	27
> EXTRACTION CAPITALISTE EN AMÉRIQUE LATINE	
Contestation du modèle néo-extractiviste en Amérique latine	
Maristella Svampa, Argentine	30
L'extractivisme contre le « bien vivre » en Équateur	
William Sacher et Michelle Báez, Équateur	32
Les luttes pour les biens communs au Mexique	
Mina Lorena Navarro, Mexique	34
La nouvelle politique extractiviste de l'Argentine	
Marian Sola Álvarez, Argentine	36
> HOMMAGE À VLADIMIR YADOV, 1929-2015	
Toute une vie au service d'une sociologie ouverte	
Mikhail Chernysh, Russie	38
Un érudit et un humaniste	
Andrei Alekseev, Russie	40
Un guide, un collègue et un ami	
Tatyana Protasenko, Russie	42
Souvenirs personnels	
Valentina Uzunova, Russie	44
Une figure emblématique de la sociologie soviétique et post-soviétique	
Gevorg Poghosyan, Arménie	45



> La dimension politique

de la lutte contre le réchauffement

Herbert Docena, Université de Californie à Berkeley (États-Unis), et membre du Comité de Recherche de l'ISA sur les Mouvements de Travailleurs (RC44)



Manifestation dans les rues de Paris à l'occasion de la Conférence sur les Changements climatiques. Photo de Herbert Docena.

Pour certains participants au mouvement pour la justice climatique, la ligne de clivage de la lutte contre le réchauffement climatique à l'échelle de la planète se situe le long des enceintes fortifiées où se déroulent les sommets des Nations unies sur le climat : avec, hors les murs, « le mouvement » ou « les citoyens » venus de différents pays, qui défilent dans les rues pour réclamer de « changer le système, pas le climat », et, intra-muros, les représentants officiels des États et des entreprises, qui se démènent pour que le système ne change pas. Dans un article paru à la veille du dernier sommet des Nations unies sur le climat, l'activiste Rebec-

ca Solnit faisait ainsi la distinction entre d'un côté, « les gens qui descendent dans les rues de Paris » et de l'autre, « les personnes présentes dans les salles de conférence du Bourget », laissant entendre que ce sont les premiers qui désormais ont « le pouvoir de changer le monde ».

Cette approche, qui consiste à tracer des frontières nettes entre les « salles de conférence » et « la rue », et qui a été relayée par de nombreux acteurs internes et externes au mouvement, constitue un élément fondamental pour comprendre les choix politiques en matière de changement climatique. Mais elle contribue également à masquer l'évolution de lignes de clivage toujours plus complexes à l'intérieur des deux camps, et nous empêche de percevoir la façon dont « ceux présents dans les salles

>>

de conférence » s'efforcent de rallier à leurs vues « ceux qui descendent dans la rue », en proposant de changer le système précisément pour éviter qu'il ne change.

> Les conflits à l'intérieur des salles de conférence

Beaucoup – si ce n'est la plupart – des responsables gouvernementaux, dirigeants d'entreprises, experts et autres acteurs présents dans les salles de conférence se sont en effet mobilisés pour éviter un changement du système. Au nom de la défense de la compétitivité de leur seul pays ou de la rentabilité de leur entreprise, ils n'ont eu de cesse de s'opposer à une régulation du capitalisme mondial visant à lutter contre le réchauffement climatique, et l'essentiel de ce qu'ils ont réalisé peut en fait se résumer à un simple « verdissement » ou à une exploitation du désastre.

Mais parmi les acteurs présents dans les coulisses du pouvoir, certains ont fait preuve de plus de perspicacité. En effet, à partir des années 70 et 80, une partie des élites mondiales s'est effectivement mobilisée pour tenter de « changer le système » – mais avec l'objectif de garder intacte son essence capitaliste. Déterminé à contrecarrer les intellectuels, scientifiques, écrivains et organisateurs radicaux – qui étaient en train de rallier de plus en plus de gens à leur appel en faveur d'un changement radical de système, voire de l'abolition du capitalisme, pour résoudre les problèmes écologiques au niveau global –, un réseau peu structuré et loin d'être unifié d'élites en provenance à la fois des pays développés et des pays en développement, a commencé à former une coalition pour promouvoir un renforcement de la régulation au niveau international, ou des réformes et des concessions, afin de gérer ne serait-ce qu'au plan écologique les contradictions du système capitaliste et prêter assistance aux populations les plus touchées par le réchauffement climatique.

Cependant, en proposant un « changement de système qui préserve le système », ces élites réformistes, ainsi que ceux parmi les classes subalternes qu'elles ont rallié à leur projet, ont également conduit les élites plus conservatrices à organiser la riposte et à faire obstruction aux réformes et aux concessions. À partir des années 80, les divisions internes ont par conséquent commencé à se creuser dans le camp des réformistes.

Face à une opposition conservatrice plus organisée et plus intransigeante, certains réformistes, qu'on pourrait qualifier de réformistes populistes – à l'instar de Fredd Krupp de l'Environmental Defense Fund, ou du sénateur Al Gore aux États-Unis, et de tant d'autres responsables, cadres dirigeants, directeurs de fondation, experts ou activistes qui se réclament des mêmes idées dans d'autres pays développés ou en développement –, ont estimé que le seul moyen de faire passer les réformes et concessions qu'ils proposaient était de se concilier les bonnes grâces de ces élites et de nouer des alliances avec elles. À cet effet, ils ont commen-

cé à soutenir les mesures de régulation à l'échelle nationale et mondiale, ce qui revenait à céder aux exigences du camp conservateur. Sur la scène internationale, ils ont commencé à plaider pour la signature d'accords internationaux qui imposent des objectifs réduits de réductions d'émissions pour les pays développés, qui leur accordent davantage de « flexibilité » pour atteindre ces objectifs grâce au marché des émissions de carbone et à d'autres mécanismes de marché, et qui les libèrent de l'obligation d'accorder d'importants transferts financiers et technologiques en direction des pays moins développés.

Comme ces concessions n'ont pas suffi à vaincre la résistance des conservateurs, les réformistes ont appelé à faire davantage de concessions en faisant pression pour retourner à l'accord bien moins ambitieux de 2009 à Copenhague qui avait consisté en une approche ascendante (*bottom-up*) reposant sur la liberté d'engagement – pour l'essentiel un accord du même type que celui proposé par les conservateurs au début des années 90 et pratiquement le même, hormis quelques modifications de détail, que celui que les gouvernements viennent d'adopter à Paris.

Mais d'autres « *insiders* » (participants aux sommets) étaient plus sceptiques à l'égard de cette stratégie – ou le sont devenus. Frustrés de ne pas avoir avancé dans leurs tentatives pour changer le système, ces responsables ou membres de gouvernements, de fondations ou d'associations de défense de l'environnement progressistes des pays développés et en développement se sont, de plus en plus, rangés à l'idée que le seul moyen de sauver leur projet réformiste était de s'allier non pas avec les élites conservatrices mais avec « la base » ou avec « les gens qui manifestent dans la rue ».

Dans une lettre ouverte rédigée en 2010 après un nouveau rejet par les conservateurs d'une législation de compromis sur le climat soutenue par des groupes comme l'Environmental Defense Fund, le directeur de 1Sky (et futur fondateur de 350.org) Bill McKibben affirmait :

Il nous faut redoubler notre investissement dans la construction d'un mouvement de la base [...] Nous sommes convaincus que notre implication trop tardive et trop faible dans l'organisation de la base a gravement compromis notre capacité à faire avancer l'action politique [...] Il va de soi que cette tâche ne peut être réalisée du jour au lendemain – cela demande des années de travail et un sérieux investissement sur le long terme, en temps et en ressources.

Ce type d'arguments s'est de plus en plus propagé dans les cercles réformistes. Dans une étude largement diffusée de 2013, réalisée à la demande de la Rockefeller Family Fund dans le but d'identifier les raisons pour lesquelles les défenseurs de l'environnement ne parviennent toujours pas à faire adopter leurs propositions, la célèbre sociologue Theda Skocpol a repris à son compte l'essen-

tiel des critiques exprimées par McKibben et par d'autres, concernant la « politique des *insiders* » défendue par des groupes comme l'Environmental Defense Fund. Skocpol a souscrit à la recommandation de constituer plutôt « un vaste mouvement populaire ».

> Les réformistes dans la rue

Conformément à cette stratégie, depuis au moins la fin des années 2000, les réformistes populistes ont « redoublé » leur « investissement » dans « l'organisation d'un mouvement de la base », consacrant davantage d'énergie, d'attention et de moyens en vue de mobiliser plus ou moins les mêmes groupes que ceux que les radicaux avaient mis en place pour porter leur projet radical.

Pour rallier ces groupes à leurs vues, ces réformistes ont apporté leur soutien à des concessions que les radicaux soutenaient depuis longtemps dans le cadre de leur programme « *a minima* ». Ainsi, bien qu'ils ne soient pas nécessairement opposés dans le principe à des options de régulation axées sur le marché (comme le commerce des droits d'émission de carbone), McKibben et d'autres activistes idéologiquement proches de Greenpeace ainsi que d'autres organisations de défense de l'environnement se sont prononcés en faveur de réglementations qui ne soient pas liées au marché, plus directes, telles que l'interdiction pure et simple de la production de combustibles fossiles qui profiterait directement aux communautés locales qui en sont victimes. Cette proposition, visant à « laisser sous terre [le pétrole, le charbon et le gaz] » avait été dans un premier temps popularisée par des anticapitalistes radicaux.

De manière générale, ils ont plaidé en faveur d'accords internationaux plus ambitieux, avec notamment des objectifs plus élevés de réduction des émissions pour les pays développés, l'élimination pure et simple du marché du carbone ou le durcissement de ses règles, et d'importants transferts financiers et technologiques vers les groupes moins privilégiés. Par conséquent, ils se sont généralement opposés à l'accord de 2009 de Copenhague qui avait consisté en une approche ascendante (*bottom-up*) reposant sur la liberté d'engagement, et se sont montrés plus critiques que d'autres réformistes à l'égard du nouvel accord, proche de celui de Copenhague, qui vient d'être signé à Paris.

Cependant, convaincus que ce n'est pas en s'associant avec les entreprises ou les gouvernements, ou en faisant pression sur ceux-ci pour qu'ils agissent pour le climat, qu'ils allaient obtenir un type d'accord et de régulation plus ambitieux, ces réformistes se sont écartés des réformistes modérés en s'attachant davantage à organiser et à s'associer avec différents « *outsiders* » (acteurs extérieurs aux négociations sur le climat) – étudiants, travailleurs, communautés rurales, et d'autres groupes qui ont été exclus (ou se sont eux-mêmes exclus) des cercles d'« *insi-*

ders » –, afin d'être mieux à même de se confronter aux entreprises et aux gouvernements.

Bien qu'il s'abstienne lui-même de prendre des positions anticapitalistes, McKibben a convié au sein du conseil d'administration de 350.org un célèbre auteur anti-néolibéral et un anticapitaliste révolutionnaire de la première heure. Les activistes locaux de 350.org se sont mis à rejoindre et soutenir des luttes locales contre le pouvoir des entreprises opérant dans le secteur du charbon et contre d'autres projets liés aux énergies « sales » dans les pays du Nord mais aussi ailleurs, comme aux Philippines.

À Paris, McKibben et d'autres activistes de 350.org ont même organisé une parodie de « tribunal populaire » où le géant pétrolier Exxon était « poursuivi en justice » pour avoir financé des « climatosceptiques » et des responsables politiques opposés à la lutte contre le réchauffement climatique. Par ailleurs, en étroite collaboration avec des groupes d'action directe anarchistes ou anticapitalistes, ils ont soutenu, organisé et contribué à une action collective de désobéissance civile le dernier jour du sommet de Paris – à laquelle d'autres groupes réformistes plus modérés s'étaient ouvertement opposés ou dans laquelle ils avaient discrètement refusé de s'impliquer.

Mais s'il est vrai qu'en soutenant des réformes plus radicales, en s'alliant avec des groupes radicaux et en choisissant la confrontation, ils vont plus loin que d'autres réformistes, les réformistes populistes continuent à toujours reculer dès lors qu'il s'agit d'aller au-delà de leur position anti-entreprises/anti-néolibérale pour adopter explicitement une position anticapitaliste. Ainsi, tandis que McKibben et ses acolytes faisaient condamner Exxon par leur « tribunal populaire », ils se sont bien gardé de suivre d'autres activistes qui avaient eux aussi mis en place leur propre « tribunal populaire » pour inculper non seulement Exxon mais toutes les entreprises et tous les gouvernements qui contribuent au « changement climatique » en perpétuant le capitalisme.

De la même manière, les membres de 350.org ont joué un rôle de premier plan lors de l'action collective de désobéissance civile organisée le dernier jour du sommet de Paris. Mais, tandis que d'autres organisations indiquaient explicitement aux participants que ceux qu'ils entendaient affronter étaient les États et les capitalistes représentés par le quartier d'affaires de La Défense, l'information distribuée par 350.org laissait entendre que les principales sinon les seules cibles visées étaient les entreprises de combustibles fossiles ou les « mauvais capitalistes ». Et, le jour J, tandis que les membres relativement peu nombreux et sous-équipés des collectifs anarchistes et autres collectifs anticapitalistes ont apporté et brandi les petites pancartes qu'ils avaient eux-mêmes confectionnées, avec des inscriptions comme « Unf*ck the system » [Régénérez le système] ou « Le capitalisme, c'est *has been* », les

membres mieux équipés de 350.org ont déployé deux bannières géantes de 2 mètres sur 200 où était inscrit « Crimes climatiques Stop ! » et « Laissons les fossiles dans le sol », à côté desquelles les autres pancartes et bannières apparaissaient minuscules, y compris la bannière principale « Changeons le système, pas le climat ! » déployée en tête de cortège.

> La rue divisée

Ces tentatives d'une fraction du bloc réformiste en faveur d'actions d'opposition aux élites conservatrices, sans pour autant aller jusqu'à remettre en question le système, ont eu pour effet de creuser les divisions internes au sein du camp radical. Entre les conservateurs qui bloquent les réformes les plus élémentaires susceptibles d'améliorer la situation dans les communautés affectées par le réchauffement de la planète, et les réformateurs populistes qui semblent leur résister pour défendre ces réformes, les réseaux et les organisations de la mouvance radicale se sont retrouvés divisés en deux pôles. Certains ont ainsi choisi de nouer des alliances avec les réformistes en général, ou avec les réformistes populistes en particulier, pour défendre ou faire avancer ne serait-ce que les quelques réformes et concessions auxquelles s'opposent les conservateurs. Depuis, ils ont continué à développer le discours réformiste en reprenant à leur compte les critères de ceux-ci, à savoir que la crise climatique est essentiellement due à un manque de régulation du capitalisme à l'échelle glo-

bale ; que cela peut être résolu moyennant une régulation accrue ; et que les « ennemis » sont avant tout et surtout les entreprises produisant des combustibles fossiles, les « mauvais capitalistes » et les « mauvaises élites », qui sont opposés à une régulation à l'échelle globale. D'autres ont choisi de rejeter de telles alliances dans l'espoir de défendre ou promouvoir des changements plus fondamentaux. Sans entièrement récuser les avantages d'un changement de système de type réformiste, ils insistent pour aller au-delà du discours réformiste en déclarant que le manque de régulation à l'échelle globale puise lui-même ses racines dans les contradictions du capitalisme ; que si une régulation accrue sera certes un progrès, seule l'abolition du capitalisme pourra constituer le début de la solution ; et que parmi les « ennemis », se trouvent même les prétendus « bons capitalistes » et « bonnes élites » – ceux-là mêmes qui s'efforcent de « changer le système » afin qu'il ne change pas.

Ainsi, les lignes de clivage ne se situent pas seulement – et ne se sont jamais seulement situées – entre insiders et outsiders, entre ceux présents « à l'intérieur » des salles de conférence des sommets sur le climat et ceux qui sont « à l'extérieur » ; on les retrouve aussi au sein même des salles de conférence, et dans la rue. Que « la rue » se dote du « pouvoir de changer le monde » et l'emporte ou non, et comment, sur « ceux présents dans les salles de conférence », dépendra vraisemblablement de qui gagnera dans la rue. ■

Toute correspondance est à adresser à Herbert Docena <herbertdocena@gmail.com>

> Démocratie violente en Afrique du Sud

Entretien avec Karl von Holdt



*Karl von Holdt lors d'une manifestation de l'ANC en 1993, dans le contexte difficile de la transition démocratique en Afrique du Sud.
Photo de William Matlala.*

Karl von Holdt s'est depuis longtemps distingué pour son engagement politique et ses travaux de recherche. Il a été le directeur du *South African Labor Bulletin* à une époque où les conflits du travail déterminaient les changements au sein de la société sud-africaine. Il a travaillé pour NALEDI, l'institut de recherche sur les politiques publiques du COSATU (Congress of South African Trade Unions), le Congrès des Syndicats sud-africains, et a coordonné les travaux de la Commission sur l'Avenir des Syndicats du COSATU de 1996 à 1997. Plus récemment, il a été le représentant des travailleurs au sein de la Commission nationale de planification d'Afrique du Sud. Actuellement, il dirige l'Institut sur la Société, le Travail et le Développement de l'Université du Witwatersrand à Johannesburg. Il est l'auteur de nombreux ouvrages, dont *Transition From Below: Forging Trade Unionism and Workplace Change in South Africa*, qui constitue l'une des analyses clés de la transition démocratique en Afrique du Sud. Il a également écrit en collaboration avec Michael Burawoy *Conversations with Bourdieu: The Johannesburg Moment* (2012). Ses travaux actuels portent sur le fonctionnement des institutions étatiques, la violence collective et la vie associative, la démocratie violente, ou encore la citoyenneté et la société civile. Von Holdt est membre du Comité de Recherche de l'ISA sur les Mouvements de travailleurs (RC44). Il est ici interviewé par Alf Gunvald Nilsen (Université de Bergen). Une version plus complète de cette interview a été publiée en norvégien dans le bulletin de l'Association norvégienne de Sociologie.

Lorsqu'en 1994, l'Afrique du Sud est sortie de l'ère de l'apartheid pour entrer dans celle de la démocratie, ce sont des dizaines d'années de lutte populaire qui semblaient aboutir à une victoire éclatante et chargée d'espoir. « De l'expérience d'un extraordinaire désastre humain qui n'a que trop duré, doit naître une société dont toute l'humanité puisse être fière », annonçait alors le nouveau Président Nelson Mandela. Une vingtaine d'années plus tard, les réalités sociales en Afrique du Sud obligent à nuancer le tableau : malgré de nouvelles libertés politiques, l'ancrage des inégalités et de la pauvreté liées à la race perdurent. Au sein de la « nation arc-en-ciel », le mécontentement suscité par la persistance des inégalités s'est traduit par une série d'agressions xénophobes à l'encontre de migrants originaires d'autres pays d'Afrique. Pour un sociologue, comment interpréter un scénario aussi complexe et contradictoire ?

> **L'Afrique du Sud, une démocratie violente**

« Il y a beaucoup de choses qui sont paradoxales et déroutantes », signale Karl von Holdt, maître de conférences et directeur de l'Institut de Recherche sur la Société, le Travail et le Développement (SWOP) de l'Université du Witwatersrand. Von Holdt ne s'exprime pas seulement en tant que sociologue, mais aussi comme quelqu'un qui depuis le début des années 80 évolue entre activisme et monde universitaire.

Von Holdt reconnaît l'importance de la fin de l'apartheid. « Le monde dans lequel nous vivons – la domination raciale, l'oppression, la brutalité quotidienne institutionnalisée du régime, et la négation des droits – tout ce poids-là appartient désormais au passé ». Mais en même temps, le problème apparemment insoluble d'une structure sous-jacente basée sur l'exclusion persiste. Von Holdt estime cependant qu'on aurait tort d'en conclure qu'il n'y a pas grand-chose qui ait changé. En fait, les transformations à l'œuvre dans l'Afrique du Sud d'aujourd'hui sont difficiles à conceptualiser. « Mais que ce soit sur le plan politique ou sociologique, il y a comme une tyrannie de certaines conceptions sur la manière dont doit fonctionner l'État ou doit être organisé l'ordre social, qui trouve son origine dans le fondement de la modernité occidentale. Lorsque nous nous observons à l'aide de ces concepts, nous en arrivons aisément à la conclusion que c'est parce que notre société est si violente que nous n'avons pas de démocratie, ce qui nous fait désespérer de nos déficiences. Mais je pense qu'il nous faut porter un regard différent sur notre réalité – en analysant à la fois dans quelle mesure ces concepts trouvent leur origine dans l'histoire occidentale, et la façon dont ils sont utilisés dans le contexte sud-africain. »

En cherchant à porter un regard différent sur la réalité sud-africaine, von Holdt a été amené à décrire l'Afrique du Sud comme une démocratie violente. Il fait observer que la violence et la démocratie ne s'excluent pas mutuellement – une allégation qui s'applique autant à la formation

des États européens qu'à l'Afrique du Sud contemporaine. « Dans le contexte européen, il n'est pas difficile de considérer la modernité comme un processus long de plusieurs siècles qui a consisté à pacifier les populations et à mettre en place des moyens pacifiques de gérer les conflits. Mais dans un contexte mondial, il apparaît de manière évidente que ces processus ont été contemporains de la conquête et de la domination coloniales, qui ont fait partie intégrante du développement de l'Europe. En Afrique du Sud, notre expérience historique de la modernité est celle d'un processus d'une violence extrême ; nous connaissons la violence depuis 400 ans ! ».

Pour von Holdt, la violence d'aujourd'hui est étroitement liée aux importants changements qui se produisent en Afrique du Sud – en particulier la formation d'élites noires, obtenue grâce aux luttes sur le terrain institutionnel. « La réglementation politique de l'Afrique du Sud », note-t-il, « a intégré à la fois des droits socio-économiques et humains. Mais elle a permis également de protéger le droit de propriété. Il faut dire que la répartition des biens en Afrique du Sud a été déterminée par 360 années de dépossession coloniale et d'apartheid et qu'elle est par conséquent fortement racialisée. » Dans la mesure où la Constitution limite les possibilités de redistribution systématique, le rôle de l'État dans l'économie du pays est d'autant plus important. « L'État est de loin le plus gros employeur du pays et dispose également de budgets substantiels pour différents types de contrats. Des ressources considérables sont ainsi bloquées dans ces opérations, et il devient essentiel pour les élites d'y avoir accès pour leur développement », indique von Holdt. « Pour arriver au pouvoir et pour se maintenir au pouvoir, il faut des soutiens, des alliés et des réseaux de clientèles. Un des moyens de se constituer un capital politique est d'avoir accès aux richesses et aux ressources qui peuvent être distribuées à tous ces niveaux. Réciproquement, pour réussir en affaires, il faut avoir des accointances politiques. Ainsi richesses et politique sont-elles étroitement liées. » Les luttes pour le pouvoir revêtent un caractère de plus en plus violent dans la mesure où chaque faction tente d'immobiliser ses rivaux : « Les combats se situent là, et ils sont implacables ».

La démocratie violente d'Afrique du Sud se caractérise également par des mouvements de protestation dans les communautés pauvres. Ces manifestations – généralement suscitées par les problèmes d'accès aux services publics – sont souvent présentées comme une expression isolée de la résistance des pauvres, mais von Holdt fait valoir qu'elles trouvent aussi leur origine dans « la dynamique de développement des élites, rendue possible grâce à l'organisation de faveurs, l'accès aux ressources et la création de liens de nature factieuse à travers des réseaux organisés parmi la population pauvre ». Von Holdt témoigne que lorsqu'avec une équipe de chercheurs, il a étudié les protestations communautaires dans les provinces de Mpumalanga et Gauteng, ils se sont « rendu compte qu'il existait une relation très étroite entre les meneurs des protestations et les réseaux



Le sociologue Karl von Holdt à une manifestation de protestation dans le township dénommé « Trouble ». Photo de William Matlala.

politiques internes de l'ANC. Les figures qui étaient à la tête des protestations faisaient souvent partie d'une faction particulière de l'ANC, qui cherchait à accéder au pouvoir au sein de la branche locale de l'ANC et du conseil municipal. » Mais van Holdt n'insinue pas par là que les pauvres sont simplement manipulés par les élites politiques locales. « Les revendications des communautés locales sont bien réelles. Si les leaders politiques locaux aspirent à faire partie des élites, ils doivent exploiter le mécontentement des pauvres. Et de cette manière, les pauvres utilisent eux aussi ces leaders pour faire entendre leur voix et avoir accès à des ressources qui sont limitées. Ainsi le clientélisme, ce ne sont pas seulement des services rendus par les élites ; c'est également quelque chose que les pauvres revendiquent ».

Quoiqu'il en soit, les changements intervenus dans le paysage politique sud-africain pourraient avoir des conséquences importantes – notamment depuis le 16 août 2012, lorsque les forces de l'ordre ont fait 34 morts parmi les mineurs en grève à Marikana. Emblématique de la démocratie violente d'Afrique du Sud, le massacre de Marikana a également provoqué des ruptures au sein des organisations, qui ont affaibli l'emprise de l'ANC sur les syndicats du pays. Fin 2014, le « United Front » (Front Uni), une vaste coalition de mouvements sociaux progressistes, était créé en vue de rénover la stratégie politique de la gauche, tandis que les « Economic Freedom Fighters » (Combattants de la Liberté économique), une organisation politique dissidente de l'ANC qui a adopté un programme fondé sur un nationalisme militant et une redistribution radicale, ébranlait la base traditionnelle de l'ANC. « L'hégémonie de l'ANC est en train de s'éroder » observe von Holdt, avant d'inciter à la prudence : « L'avenir est incertain. Malgré l'effritement avéré de son hégémonie, l'ANC continue de dominer la vie et les communautés locales ; l'ANC reste une organisation extrêmement puissante ».

> Bourdieu, Fanon, et la sociologie de la violence

Le diagnostic de von Holdt sur la démocratie violente en Afrique du Sud se rapproche d'une tentative de conceptua-

liser la violence en général. Dans un article remarquable paru dans *Current Sociology*, von Holdt étudie les niveaux élevés de violence associés aux contentieux politiques en Afrique du Sud, en s'appuyant sur un travail réalisé en collaboration avec Michael Burawoy et publié sous le titre *Conversations with Bourdieu: The Johannesburg Moment* (Wits University Press, 2012, non traduit). « Ma contribution personnelle à cet ouvrage », explique von Holdt, « a consisté essentiellement à essayer de lire Bourdieu à travers l'Afrique du Sud – afin d'identifier les failles et les silences dans son analyse. En même temps, il était intéressant d'observer l'Afrique à travers Bourdieu, car son travail attribue un sens précis à l'ordre social et à la manière dont cet ordre peut lui-même se reproduire ».

Dans cet article, von Holdt s'intéresse aux dissonances et résonances entre la conception de la violence symbolique chez Bourdieu et l'analyse de la violence coloniale chez Fanon. « Dans le contexte colonial, la violence symbolique ne fonctionne pas de la façon décrite par Bourdieu ; elle ne suffit pas à expliquer l'ordre existant. Comme Fanon le montre, il faut également de la violence réelle. Mais en même temps, le concept de violence symbolique nous permet de mieux comprendre que lorsque Fanon parle de racisme et de violence de l'ordre colonial, il ne s'agit pas seulement d'un phénomène physique et matériel, mais également d'un phénomène symbolique ».

« Ce qui est intéressant chez ces deux penseurs c'est que Fanon, en particulier dans ses derniers écrits, s'est engagé sur le terrain de l'ordre colonial et postcolonial, là où violence et modernité vont de pair ; c'est un terrain où le moderne est incontestablement violent. Mais Bourdieu – en dehors de ses premières expériences en Algérie – intervient uniquement dans le contexte occidental d'une société pacifiée. Ce que je trouve intéressant, c'est de revenir à Bourdieu et de poser la question de savoir si la modernité occidentale fonctionne de la manière dont il l'expose. Je n'en ai pas la certitude. En particulier dans le contexte de la crise actuelle en Occident, ces postulats commencent à se désintégrer. Qu'en est-il de la notion de violence symbolique de Bourdieu dans un contexte de

>>

chômage de masse ? Où l'État en retire-t-il un avantage ? Où les banques et les entreprises dominant-elles ? C'est là que sa théorie commence à voler en éclats. »

Cette approche s'apparente-t-elle à la thèse de Jean et John Comaroff selon laquelle le Sud global offre un point de vue privilégié sur le fonctionnement du monde moderne ? Von Holdt objecte : « Je suis quelque peu sceptique là-dessus, dans la mesure où le Nord s'est toujours arrangé pour préserver son exceptionnalisme. La question fondamentale reste celle de savoir comment le Nord parvient à dominer la production du savoir et l'extraction des richesses. Ce rapport de domination n'est pas prêt de changer. On ne peut pas dire que le Sud soit sur le point de commencer à dominer le Nord ». Cependant, von Holdt insiste sur la nécessité d'une remise en question radicale dans ce domaine. « Certaines analyses et certaines innovations conceptuelles qu'on peut concevoir dans le Sud et pour le Sud impliquent de repenser l'ensemble de l'appareil conceptuel du Nord, y compris son rapport aux réalités du Nord ».

Cela revient-il à rejoindre l'appel de Raewyn Connell en faveur d'une théorie du Sud ? « Je préfère parler de théories en gestation dans les pays du Sud. Il me semble en effet difficile d'imaginer un mode de pensée entièrement différent sachant que notre propre mode de pensée est d'ores et déjà si occidental. Comment et où récupérer un savoir alternatif ? ». Selon von Holdt, le fait que la sociologie sud-africaine soit l'œuvre d'individus liés par la langue et l'histoire à la métropole du système-monde, a d'importantes répercussions sur la production du savoir. « Je suis moi-même un descendant de l'élite des colons blancs, et c'est donc sur ce terrain que je travaille. Nous sommes à ce point liés aux modes de connaissance occidentaux qu'il nous faut penser au travers et à l'encontre de ceux-ci ; d'autres peuvent cependant chercher à redécouvrir la pensée autochtone, ce qui pourrait conduire à d'importantes interactions ».

> La sociologie publique dans l'Afrique du Sud post-apartheid

Après les limites de la sociologie occidentale, nous en venons à parler des défis de la sociologie publique dans le contexte déroutant et paradoxal de l'Afrique du Sud post-apartheid. Von Holdt, dont la carrière a oscillé sans cesse entre le monde universitaire et l'activisme, insiste sur le fait que la sociologie publique ne peut se limiter à être purement et simplement une activité d'opposition.

« Le sociologue progressiste s'imaginer souvent engagé aux côtés de mouvements défavorisés ; c'est là l'orientation privilégiée par l'analyse sociologique progressiste, et celle susceptible de donner à la sociologie un poids politique ». SWOP, l'institut de recherche que dirige von Holdt, a été dans les années 80 créé dans cet esprit, en concertation étroite avec les syndicats militants du COSATU. Mais à la faveur de la transition démocratique, SWOP a commencé à collaborer avec certains ministères progressistes au sein du gouvernement. Cette expérience porte von Holdt à mettre en question l'utilité d'une distinction nette entre la recherche appliquée et la sociologie publique. « La sociologie appliquée est considérée comme une activité « sale » où l'on est payé pour produire les résultats attendus par ceux qui sont au pouvoir. Dans les faits, elle participe au maintien du statu quo plutôt que de suivre les forces qui sont en faveur du changement. Lorsqu'on travaille avec des syndicats, on se place souvent sur le terrain de la critique, mais au bout du compte, ce qui les intéresse véritablement, c'est d'obtenir des informations utiles politiquement pour pouvoir mieux négocier. Ils ont besoin de connaître les solutions possibles à des problèmes donnés, et c'est là une question de stratégie politique. C'est pourquoi l'idée que la sociologie publique est d'une certaine manière une forme progressiste de savoir à l'état pur – et inversement, l'idée que la sociologie appliquée est d'une certaine manière viciée et altérée – ne me semble pas valable. Il y a une interaction entre le monde de la rébellion et celui de la gestion des affaires publiques ».

Aujourd'hui en Afrique du Sud, parler au pouvoir le langage de la vérité est plus nécessaire que jamais. « Nous nous trouvons à nouveau à un tournant. Les méthodes et les principes que nous avons élaborés en lien avec les syndicats ne fonctionnent plus en raison des nouvelles divisions en leur sein. Les anciennes règles ne sont plus efficaces, et donc notre manière de faire de la sociologie publique évolue sans cesse. » Mais pour von Holdt, cela n'implique pas nécessairement un retour à une sociologie publique de pure opposition. « Que l'on veuille s'engager de façon à changer la manière dont la résistance est menée ou la manière dont la société est gouvernée, on est constamment contraint de faire des compromis avec le pouvoir. Et cette position est toujours inconfortable. Certains, bien sûr, trouvent qu'il est plus confortable de se contenter d'adopter une position critique. Pourtant, c'est en étant aux prises avec une réalité qui nous met sans cesse à l'épreuve que peuvent naître de nouveaux concepts. » ■

Toute correspondance est à adresser à Alf Gunvald Nilson <alfgunvald@gmail.com> et Karl von Holdt <karl@yeoville.org.za>

> L'économie solidaire

Entretien avec Paul Singer



| Paul Singer.

Paul Singer est l'une des figures intellectuelles les plus réputées de l'économie solidaire au Brésil et dans le monde. Il est notamment l'auteur de *Desenvolvimento e Crise* [Développement et Crise] (1968), *Desenvolvimento Econômico e Evolução Urbana* [Développement économique et évolution urbaine] (1969), *Dinâmica Populacional e Desenvolvimento* [Dynamique des populations et développement] (1970), *Dominação e desigualdade: estrutura de classes e repartição de renda no Brasil* [Domination et inégalités : Structure de classe et répartition des revenus au Brésil] (1981) et *Introdução à Economia Solidária* [Introduction à l'économie solidaire] (2002). Né à Vienne, en Autriche, Singer vit au Brésil depuis 1940. En 1953, à l'âge de 21 ans, il milite au sein du Syndicat des Sidérurgistes de São Paulo et se retrouve à la tête d'une grève mémorable qui a duré plus d'un mois. Dans les années 60, il conjugue ses activités de militant et d'intellectuel en commençant à enseigner la sociologie et l'économie à l'Université de São Paulo tout en faisant des études de démographie à l'Université de Princeton. À la fin des années 60, il est déchu de ses droits politiques par la dictature militaire et participe à la création du célèbre *Centro Brasileiro de Análise e Planejamento* (CEBRAP, Centre brésilien d'Analyse et de Planification). Après avoir repris son activité d'enseignant, il contribue à la fondation du Parti des Travailleurs (PT) avant de devenir Secrétaire municipal de la Planification de São Paulo, puis Secrétaire national de l'Économie solidaire. Dans cet entretien mené par Gustavo Taniguti (post-doctorant à l'Université de São Paulo) et Renan Dias de Oliveira (professeur à la Fundação Santo André, Brésil), Singer décrit son expérience de l'économie solidaire et explique comment ce type d'initiatives peut contribuer à créer un monde plus égalitaire.

GT&RO : En 1969, avec Fernando Henrique Cardoso, Octávio Ianni, José Arthur Giannotti, Juarez Brandão Lopes et Francisco de Oliveira, vous avez fondé le Centre brésilien d'Analyse et de Planification (CEBRAP). Il s'agissait d'un groupe d'intellectuels qui avait un point de vue critique pendant les années les plus dures de la répression par le régime militaire. En quoi cette initiative a-t-elle été importante pour aborder le problème de la pauvreté au Brésil ?

PS : À l'époque, nous nous sommes intéressés à la pauvreté car nous pensions que c'était véritablement le grand problème du pays, mais nous ne connaissions pas l'autre facette du problème – celle de la prospérité, de la richesse (peu importe le nom qu'on lui donne). Et donc nous n'avions pas les moyens de mesurer les inégalités comme on peut le faire aujourd'hui, nous n'avions pas accès à toutes les données nécessaires. À l'époque, je dirais que le principal problème social au Brésil – du moins pour nous qui travaillions au CEBRAP – était celui de l'exclusion. Or l'exclusion résulte pratiquement toujours de la pauvreté.

GT&RO : En 1979, après près de dix années de persécution politique durant lesquelles vous aviez été interdit d'enseigner par le régime militaire, vous avez repris vos activités à l'université ; et en 1980 vous avez participé à la création du Partido dos Trabalhadores (PT, Parti des Travailleurs). À l'époque, qu'est-ce qui vous a amené à vous intéresser à l'économie solidaire et aux coopératives ?

PS : En fait, aucun d'entre nous au CEBRAP n'avait jusque-là eu affaire avec l'économie solidaire, et je pense que c'était une problématique qui nous était inconnue. Beaucoup plus tard, j'ai appris que l'économie solidaire s'était inspirée de l'Église catholique. L'expression « économie solidaire » a été créée par un économiste chilien, Luiz Razeto, qui a écrit plusieurs livres sur le sujet. Il est aujourd'hui à la retraite mais continue d'écrire régulièrement là-dessus. La fondation du Parti des Travailleurs en 1980, peu après l'amnistie de 1979, n'était pas liée au débat sur l'économie solidaire. Lorsque j'ai commencé à m'y intéresser, il s'agissait d'une initiative personnelle. Comme beaucoup d'autres, la soudaine disparition de ce qu'on appelait le « socialisme réel » m'a profondément marqué. Après la chute du Mur de Berlin en 1989, les régimes politiques de nombreux pays se sont très vite effondrés les uns après les autres. Au sein du PT, la chute du dit « socialisme réel » a entraîné une véritable crise idéologique. Pour nous, il s'agissait d'une remise en question majeure car nous étions un parti socialiste qui aspirait à construire un autre type de société pour le Brésil. J'ai consacré beaucoup de temps et d'énergie à donner forme à ce que nous avons appelé le « socialisme démocratique ».

Dans les années 90, le Brésil a connu une crise sans précédent, qui a eu des effets particulièrement désastreux sur

l'emploi : 60 millions d'emplois ont tout simplement disparu durant cette crise. Cela me paraissait d'autant plus préoccupant que le Brésil n'avait jusqu'alors jamais connu un tel niveau de chômage. Et là, tout à coup, des millions d'ouvriers se retrouvaient sans travail, sans logement, sans revenus. Sur le plan social, c'était véritablement une tragédie. C'est alors que j'ai été convié par l'Église à visiter plusieurs des coopératives qui se créaient à l'époque au Brésil. L'organisation Caritas, qui peut être considérée comme la branche sociale de l'Église catholique, a créé plus de 1.000 coopératives de travailleurs, constituées pour l'essentiel de personnes qui avaient perdu leur emploi. En visitant plusieurs de ces coopératives, j'ai découvert la réponse à la question si complexe de la signification de la « démocratie sociale ». Ces coopératives ayant été fondées par les chômeurs eux-mêmes, elles n'avaient ni chefs ni hiérarchies. Tout se faisait de manière collective, égalitaire. J'ai écrit plusieurs articles dans le quotidien *Folha de S.Paulo*, dont l'un s'intitulait « L'économie solidaire : Une arme pour lutter contre le chômage ». Je n'étais pas en train de créer un nouveau mouvement. En réalité, je ne faisais que le découvrir.

GT&RO : Toujours dans ce contexte, quelle était sur le plan théorique votre position dans le débat sur l'économie solidaire ?

PS : Je dirais que ma référence principale était l'histoire du socialisme, à commencer par les socialistes utopiques. C'est curieux parce que je lisais beaucoup Marx, Rosa Luxemburg ainsi que d'autres auteurs marxistes, mais pas les socialistes utopiques. À l'occasion d'un cours que j'ai donné dans une université de São Paulo, des étudiants ont voulu en savoir plus sur ces auteurs, et je me suis donc mis à lire l'œuvre de Robert Owen. J'ai trouvé cela admirable et à partir de ce moment, je l'ai pris comme référence.

GT&RO : Lorsque vous êtes devenu Secrétaire de la Planification de São Paulo, durant le mandat de Luiza Erundina comme maire (1989-1993), la politique de lutte contre la pauvreté menée par la mairie était-elle liée à l'économie solidaire, et si oui, dans quelle mesure ?

PS : Au début, non, mais elle le sera plus tard. São Paulo est la plus grande ville d'Amérique latine, une gigantesque métropole très inégalitaire et en pleine expansion, et là c'était la première fois que la municipalité était dirigée par la gauche, et la première fois qu'elle avait une femme à sa tête. Luiza Erundina provenait en outre d'une famille pauvre de l'État de Paraíba, dans la région du Nordeste. Après avoir adhéré au PT, elle est très vite devenue une personnalité influente. Au sein de son administration, la lutte contre la pauvreté était évidemment notre principal objectif car il nous fallait venir à bout de la crise des années 80. Je me souviens que la maire, les syndicats de travailleurs et moi-même débattions sur les moyens

de réduire le taux de chômage. Plus tard, Lula m'a dit que les syndicats ne pouvaient pas défendre les chômeurs parce qu'ils ne savaient pas quoi en faire. Dans son esprit, les syndicats ne pouvaient défendre que les membres en activité des coopératives. C'était une position tout à fait objective. Les employeurs, de leur côté, proposaient leur aide en échange de réductions d'impôts, ce qui n'était pas possible dans la mesure où cela aurait grevé le budget affecté aux services de base comme l'éducation ou la santé.

La situation était donc très complexe. Nous avons d'abord créé une équipe ad hoc chargée de mener le premier recensement de personnes sans abri, dans le seul but d'éviter qu'elles meurent de faim ! Plus tard, nous avons créé des coopératives de ramasseurs de matériaux recyclables. C'était là le début de l'économie solidaire. Caritas en particulier nous a beaucoup aidés à découvrir en quoi consistait l'économie solidaire. Nous avons décidé d'adopter 100% des principes du coopératisme, et dès 1996 j'étais convaincu qu'il participait du socialisme démocratique.

GT&RO : Dans les années 2000, deux espaces importants pour débattre et mettre au point l'économie solidaire ont vu le jour : le Fórum Brasileiro de Economia Solidária (Forum brésilien de l'Économie solidaire) et la Secretaria Nacional de Economia Solidária (Secrétariat national de l'Économie solidaire, qui dépend du Ministère du Travail et de l'Emploi). Dans quel contexte politique ont-ils été créés ? Comment contribuent-ils à l'économie solidaire au niveau national, régional et municipal ?

PS : Le contexte était celui de taux de chômage élevés, quoique pas autant que ceux que nous avons connus dans les années 80. Le gouvernement de Cardoso avait eu à de nombreux égards une politique nettement néolibérale. Sa priorité étant la lutte contre l'inflation, il avait augmenté les taux d'intérêt, ce qui avait entraîné une hausse du chômage et donc réduit le pouvoir de négociation des travailleurs.

Quand Lula a été élu en 2002, il prévoyait déjà d'inclure l'économie solidaire dans le programme de son gouvernement. Le PT l'a adoptée, et elle fait encore aujourd'hui partie de son programme de gouvernement. Au début du premier mandat de Lula comme président, les mouvements qui soutenaient l'économie solidaire ont commencé à organiser des meetings à l'échelle nationale, en réclamant la création d'un secrétariat au sein du Ministère du Travail et de l'Emploi. Tout s'est passé très vite, en 2003, après l'entrée en fonction de Lula. Il nous a fallu plusieurs mois avant d'obtenir l'approbation du Parlement, mais au mois de juin de cette même année, le Secrétariat national de l'Économie solidaire voyait finalement le jour. Le Forum brésilien de l'Économie solidaire était en liaison avec le Secrétariat dans la mesure où il nous paraissait logique que toute action

politique des pouvoirs publics soit décidée en concertation avec les mouvements sociaux. Autrement cela n'aurait aucun sens. Avec le Forum, toutes les mesures prises sont le résultat d'une interaction avec les mouvements sociaux, qui fournissent des comptes rendus en direct sur les problèmes, les revendications et les besoins de l'économie solidaire.

Aujourd'hui, l'économie solidaire est présente dans l'ensemble du pays, depuis l'Amazonie jusqu'au Sud. Elle n'est pas aussi importante qu'on le souhaiterait, mais ce n'est plus un petit mouvement. En plus du Secrétariat, un Conseil national a été créé en parallèle, dont la plupart des membres proviennent du Forum.

Le budget du Secrétariat sert à soutenir et assister les coopératives qui ont adopté l'économie solidaire. Cela a surtout été le cas pendant le premier mandat de Dilma Rousseff, dans le cadre du programme *Brasil sem Miséria*. Entre cinq et six ministres faisaient partie du programme ; le Secrétariat était responsable de « l'inclusion productive » dans les zones urbaines, en donnant la possibilité à toute personne intéressée de créer une coopérative. Selon nos estimations, cette politique a permis à environ un demi-million de familles de sortir de la pauvreté. Mais nous n'avons pas été le premier pays à offrir un soutien institutionnel officiel à l'économie solidaire : la France avait déjà franchi ce pas. En 2001, à l'occasion du premier Forum social mondial, nous nous sommes entretenus avec le ministre français de l'Économie solidaire.

GT&RO : Pouvez-vous nous expliquer comment ont commencé les « incubateurs universitaires » ?

PS : Les premiers incubateurs sont nés aux États-Unis. Ils sont importants dans la mesure où ils incitent les étudiants et les enseignants à créer des projets en milieu universitaire. Et ils fonctionnent très bien. L'Université fédérale de Rio de Janeiro a été la première en 1994 à se doter d'un incubateur consacré à l'économie solidaire. À la différence de la majorité des incubateurs, qui sont consacrés aux sciences, les nôtres traitent principalement de questions d'ordre social. Au bout de quelques années, on a vu des coopératives apparaître dans les bidonvilles de Rio, et maintenant beaucoup d'universités publiques au Brésil ont leurs propres incubateurs, avec le soutien du Secrétariat. Actuellement nous avons 110 incubateurs en activité dans les universités brésiliennes. Ces incubateurs ont également d'importantes répercussions sur les universités car les étudiants qui y travaillent proviennent de différentes spécialités : économie, géographie, sciences sociales, technologie. Mais ce sont pour la plupart des étudiants de la classe moyenne qui pour la première fois de leur vie sont en contact avec les communautés les plus déshéritées et cherchent des moyens de les aider. Cela a des effets positifs sur la vie du campus.

GT&RO : Quelles sont à votre avis les avantages d'une organisation économique régie par les associations de travailleurs ? Et quelles sont les difficultés que connaît aujourd'hui l'économie solidaire au Brésil ?

PS : Je dirais que le principal avantage, c'est la démocratie. Les gens travaillent ensemble, dans le respect mutuel, sans esprit de compétition. Nos données sur l'économie solidaire au Brésil montrent que nous avons aujourd'hui environ 30.000 coopératives en activité, impliquant quelque 3 millions de personnes. Et nous avons le soutien d'importants secteurs de la société, tels que l'Église catholique, la CUT (*Central Única dos Trabalhadores*, principal syndicat brésilien) et les universités. C'est une expérience sociale tout à fait innovante et extrêmement enrichissante.

La principale difficulté pour l'économie solidaire au Brésil, c'est que les entreprises qui ont adopté l'économie solidaire sont plutôt fragiles. Beaucoup ne survivent pas plus de cinq ans, en particulier les petites entreprises. Mais bien sûr, toutes les entreprises qui adhèrent à l'économie solidaire ne sont pas des petites entreprises. Par exemple, nous avons les *Fábricas Recuperadas* (usines récupérées), lorsqu'une usine qui a fait faillite est recrée et remplacée

par une coopérative. Le Brésil compte 67 *Fábricas Recuperadas*, et il y en a encore plus en Argentine.

GT&RO : Quel regard portez-vous sur l'économie solidaire au Brésil par rapport à d'autres initiatives en Amérique latine et ailleurs dans le monde ?

PS : Encore aujourd'hui, j'apprends pratiquement chaque jour quelque chose de nouveau sur l'économie solidaire. À l'échelle locale, la fragilité des entreprises est un problème majeur, et puis il y a le facteur culturel qui compte également beaucoup. Les conflits et désaccords internes peuvent contribuer de manière décisive au succès ou à l'échec d'une entreprise. Nous devons savoir comment éviter les conflits, et surtout, comment les résoudre. Je ne sais pas dans quelle mesure intervient le facteur culturel dans la mise en œuvre de l'économie solidaire dans le reste du monde mais il serait certainement utile de comparer le cas du Brésil avec celui d'autres pays comme l'Afrique du Sud, les Philippines, la Corée du Sud – et aussi avec d'autres pays en Europe et en Amérique latine – afin de mettre en place un cadre de travail démocratique. Nous avons des leçons à tirer de leurs différentes initiatives. ■

Toute correspondance est à adresser à Gustavo Taniguti <gustavotaniguti@gmail.com>

> Uralungal, la plus ancienne coopérative d'Inde

Michelle Williams, Université de Witwatersrand (Afrique du Sud), et membre du Comité de Recherche de l'ISA sur les Mouvements de Travailleurs (RC44)



Travaux de construction réalisés par Uralungal,
la plus ancienne coopérative de production d'Inde.

À Kerala, en Inde, une étonnante coopérative de travailleurs défie depuis près d'un siècle les prédictions des économistes. L'ULCCS (Uralungal Labour Contract Cooperative Society), coopérative de construction détenue par les travailleurs, et forte de 2.000 membres, réalise de grands projets d'infrastructure tels que des routes, des ponts et des complexes immobiliers. Portant le

nom du hameau d'Uralungal dans la région de Malabar au nord du Kerala, la coopérative Uralungal a été pionnière en matière de production locale alternative, incarnant des valeurs de l'économie solidaire telles que la démocratie, l'équité, la solidarité, la réciprocité et les réseaux intégratifs. Ces principes définis dès l'origine de la coopérative, sont basés sur les valeurs de ses membres ainsi que sur le règlement de l'ULCCS qui stipule que

l'objectif premier des membres actifs de la coopérative (c'est-à-dire des travailleurs de la coopérative) est de garantir un travail sécurisé, gratifiant et bien rémunéré. Pour y parvenir, la coopérative a mis au point une organisation du travail démocratique et une redistribution égalitaire dans un secteur pourtant très concurrentiel dominé par de grandes entreprises de construction en quête de profit (et souvent corrompues).

>>

Pour comprendre l'importance accordée par l'ULCCS aux principes démocratiques égalitaires, il faut remonter aux origines de sa création au début du XX^e siècle. Dans les années 30 et 40, Uralungal s'est trouvé en pleine époque de turbulence politique, au moment où de puissants mouvements paysans et ouvriers ont vu le jour dans la région de Malabar, où le mouvement nationaliste s'est brusquement radicalisé et où le Parti communiste s'est imposé comme une force hégémonique dans la région. Durant les premières années de la coopérative, la radicalisation à l'œuvre dans la région de Malabar a contribué à façonner une culture de l'économie alternative basée sur les principes suivants : prises de décision démocratiques, excédents consacrés à des objectifs sociaux, et système de production collectif. Au fil des années, la coopérative s'est appuyée sur son organisation démocratique, ses prises de décision collectives et son approche différente qui place les personnes avant les profits pour surmonter chaque nouvel obstacle de manière créative.

De manière générale, les économistes ont coutume de prédire que même si des coopératives de travailleurs apparaissent, survivent et prospèrent, elles ne manqueront pas de dégénérer en entreprises capitalistes, perdant ainsi tous leurs nobles principes fondés sur la suprématie et la participation des travailleurs. À l'encontre de ces arguments, les résultats obtenus par des coopératives de production comme l'ULCCS servent de références et d'exemples concrets riches en enseignements, dont on peut s'inspirer pour des applications futures.

L'attachement à la démocratie directe et participative au sein de la coopérative est la clé du succès de l'ULCCS. Dans la suite de cet article je m'attacherai à montrer le rôle joué par la démocratie participative dans ce succès.

> Prise de décision et démocratie des travailleurs

Comment les coopératives assurent-elles une coordination qui soit à la

fois rigoureuse et efficace sans avoir besoin de recourir aux techniques habituelles du capitalisme que sont les sanctions et les incitations ? Comment veillent-elles à ce que la participation des travailleurs ne menace pas le pouvoir des dirigeants ou ne conduise pas les travailleurs à se dérober à leurs responsabilités ? Plus précisément, comment l'ULCCS est-elle parvenue à créer un juste équilibre entre hiérarchie et participation ? Pour répondre à ces questions, nous devons nous pencher sur les réalisations de l'ULCCS visant à mettre en œuvre une organisation du travail à la fois efficace et participative.

À l'ULCCS, les travailleurs de la coopérative élisent le conseil d'administration au cours de l'assemblée générale annuelle, et examinent dans le détail les comptes rendus de l'année écoulée. Cette assemblée générale n'est pas une simple formalité, et l'élection d'un nouveau conseil d'administration n'est pas acquise d'avance. Cependant, une fois que le conseil d'administration a été élu, ses membres disposent d'une autonomie pour conclure des contrats, faire des choix technologiques, affecter les travailleurs sur les différents chantiers, ou prendre toute autre décision courante. Ainsi, les membres du conseil d'administration sont les administrateurs de la coopérative, ce qui signifie que la direction est élue par les travailleurs – soit une différence notable avec les entreprises capitalistes, où les administrateurs sont désignés par des dirigeants qui n'ont pas été élus.

Les chantiers de construction sont dirigés par des chefs de chantier choisis parmi les travailleurs, à l'issue d'une procédure où seuls sont sélectionnés les travailleurs connus pour leurs capacités de management et pour avoir la confiance et le respect de leurs collègues. Les travailleurs et les chefs de chantier discutent en permanence de la répartition du travail et de la marche à suivre sur les chantiers – par exemple, autour d'un repas collectif (préparé par la

coopérative). Mais si les délibérations où tous les travailleurs participent sont courantes, en revanche une fois qu'une décision est prise, tout le monde doit s'y conformer. La désobéissance aux instructions des chefs de chantier, un manque aux obligations, des irrégularités financières ou un relâchement délibéré au niveau des performances peuvent entraîner des mesures disciplinaires – bien qu'un tel recours soit rarement nécessaire.

Le processus démocratique est assuré grâce à une communication régulière au sein de la coopérative. Les chefs de chantier assistent quotidiennement à des réunions avec le conseil d'administration. L'ensemble des chefs de chantier et des membres du conseil d'administration ainsi que le personnel technique assistent à des réunions hebdomadaires, et tous les travailleurs membres de la coopérative participent à des réunions mensuelles où ils prennent connaissance de tout élément nouveau et peuvent exprimer des critiques. Les comptes financiers sont examinés dans le détail au cours des assemblées générales annuelles. Toutes ces réunions demandent certes du temps et de l'énergie mais elles permettent aussi de développer un sentiment d'appartenance au groupe, de solidarité et de participation à une mission commune qui stimule la productivité.

> Participation et concurrence du marché

Face à la concurrence des entrepreneurs privés, l'ULCCS se retrouve dans une situation particulièrement difficile dans la mesure où la coopérative ne conçoit pas de diminuer les coûts en rognant sur les avantages des travailleurs ou en trichant sur les matériaux ou sur les spécifications. La coopérative a toujours considéré le respect des cahiers des charges comme un principe sacro-saint, ce qui lui vaut son excellente réputation. Sachant qu'en Inde les projets de travaux publics sont connus pour être

entachés de corruption et de manipulation, ce niveau d'exigence représente un très sérieux handicap pour la coopérative.

L'avantage concurrentiel de la coopérative provient d'un haut niveau de productivité, qui résulte à la fois d'une exploitation efficace de la technologie, et des compétences et de la diligence des travailleurs – un atout essentiel dans une activité comme celle de la construction qui exige une main-d'œuvre abondante. Par exemple, la qualité et le coût pour poser un macadam ordinaire sur une route dépend de l'épaisseur des différentes couches de revêtement, de l'efficacité de l'agglomérant de terre rouge, de l'homogénéité du mélange de goudron, et de son application au bon moment sur la couche métallique. Chaque étape exige du savoir-faire, de l'application, et une volonté de bien faire de la part des travailleurs. Dans le secteur de la construction, poser du béton requiert de la même façon l'étroite coopération de nombreux travailleurs. De plus, des travailleurs qui sont motivés pour

tenir les délais et éviter le gaspillage sont indispensables à une exécution réussie des projets dans les délais prévus. Ainsi, la compétence et la motivation des travailleurs – et pas seulement des chefs de chantier et des administrateurs – sont les atouts les plus importants des coopératives. L'ULCCS s'est fixé comme priorité la participation active aux prises de décision, tout en maintenant de généreuses rémunérations et de bonnes conditions de travail.

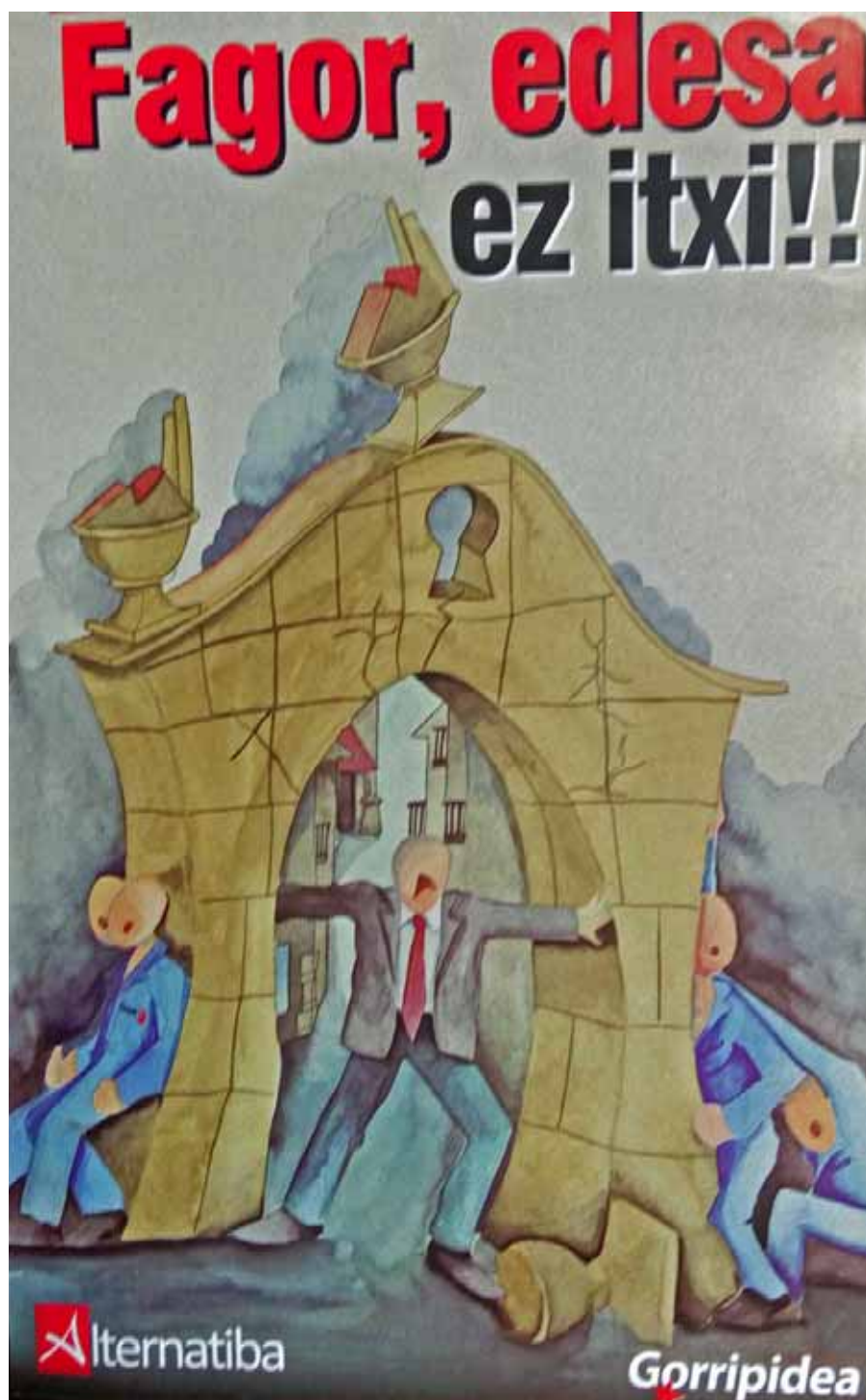
La mécanisation a transformé le travail sur les chantiers, et beaucoup d'emplois dans la construction sont devenus inutiles ou ont été déqualifiés. Par ailleurs, le changement de rythme lié à la mécanisation peut altérer le sens des responsabilités des travailleurs et leurs liens de solidarité. Consciente de ces dangers potentiels, la coopérative a réagi en renforçant la démocratie de trois façons : en s'engageant davantage pour un débat ouvert et transparent, en redonnant la priorité aux réactions des travailleurs, et en améliorant les programmes de développement des compétences.

Un autre danger latent est l'érosion de la motivation des travailleurs. Jusqu'à une période récente, la plupart des membres de la coopérative faisaient partie des familles de la génération pionnière, mais aujourd'hui les nouveaux travailleurs sont nombreux à n'avoir ni liens de parenté avec cette première génération de travailleurs ni attaches locales. Beaucoup sont préoccupés par la qualité des délibérations lors des assemblées générales annuelles, et se montrent moins disposés à faire des heures supplémentaires. Il n'est pas facile de lutter contre ces évolutions, si ce n'est en continuant à transmettre l'histoire de la coopérative, ses traditions d'engagement et de sacrifice, et les principes qui ont fait de l'ULCCS ce qu'elle est aujourd'hui. La survie de l'ULCCS en tant que véritable coopérative est donc une question de nature politique : il s'agit de générer des valeurs de coopération dans une société dominée par les valeurs du marché. ■

Toute correspondance est à adresser à
Michelle Williams <michelle.williams@wits.ac.za>

> Succès et défis des coopératives Mondragon

Sharryn Kasmir, Université Hofstra (États-Unis)



Le géant de l'électroménager Fagor, entreprise phare de Mondragon, fait faillite.

Dans le sillage de la crise financière et des mobilisations anti-austérité, on observe aux États-Unis et en Europe un intérêt croissant pour les relations sociales de type non capitaliste et pour les économies solidaires : des universitaires et partisans de cette cause soutiennent que les coopératives détenues par les travailleurs sécurisent les emplois, permettent le contrôle des travailleurs et favorisent la solidarité. Ces transformations, avancent-ils, sèment les graines du socialisme, ou tout au moins d'un capitalisme plus démocratique et plus juste – un message qui est bienvenu après des décennies d'un néolibéralisme virulent.

Mondragon (dans le Pays basque espagnol) – généralement considéré comme l'entreprise coopérative détenue par les travailleurs la plus performante du monde – fait souvent figure de modèle. Le groupe Mondragon, créé dans les années 50 dans le cadre d'un projet de l'Action catholique, comprend aujourd'hui 257 entreprises dans les secteurs de la finance, de l'industrie, de la distribution et de la recherche-développement, et emploie environ 74.000 personnes. Ses coopératives fabriquent de tout, depuis des équipements de

>>

cuisine (sous la marque vedette Fagor) jusqu'à des robots industriels ; le groupe compte également le géant de la distribution Eroski, qui rassemble pas moins de 2.000 magasins dans toute l'Europe, ainsi qu'une banque (Caja Laboral) et un système coopératif de sécurité sociale qui offrent des services financiers aux membres des coopératives du groupe et à ses filiales. Les coopératives du groupe ne sont pas syndiquées et n'ont pas non plus d'actionnaires extérieurs. En revanche, chaque travailleur ou directeur, en tant que membre de la coopérative, investit dans l'entreprise et dispose d'une voix à l'assemblée générale. Chaque coopérative est représentée au Congrès de la Coopérative, où les projets à l'échelle du système sont établis et les décisions prises en matière de gestion.

De par sa taille et sa réussite, Mondragon représente un cas unique parmi les expériences de coopératives, et force l'admiration à de nombreux égards. Ses coopératives ont maintenu les emplois de leurs sociétaires au Pays basque espagnol y compris en période de crise économique. Conformément à l'esprit de solidarité de la coopérative, ses membres acceptent des réductions de salaire, d'investir des fonds supplémentaires et d'être transférés dans une autre coopérative du groupe si nécessaire. Mondragon limite le plus haut salaire de direction à l'équivalent de neuf fois le salaire de ses sociétaires les moins rémunérés – un écart extrêmement faible si on le compare à l'écart salarial global en Espagne, qui est de 1 à 127. Le principe fondateur de la coopérative, qui est la souveraineté des travailleurs sur le capital, se manifeste à travers la distribution des excédents sur les comptes des sociétaires à la Caja Laboral, où ils sont conservés à titre d'épargne privée mais restent disponibles pour être réinvestis dans le groupe.

Mais si Mondragon sert souvent de référence à ceux qui cherchent une véritable alternative mondiale au capitalisme, certaines questions essentielles

– relatives aux travailleurs subalternes des coopératives, aux conditions de travail, et les questions de classe – sont trop souvent écartées.

Bien que ses coopératives soient essentiellement implantées au Pays basque espagnol, Mondragon s'est internationalisé à partir de 1990, et contrôle aujourd'hui une centaine de filiales et de joint-ventures à l'étranger – principalement dans les pays en développement et les anciens pays socialistes, où l'on trouve des bas salaires ou des marchés émergents. Ces entreprises ne sont pas détenues par les travailleurs, et leurs employés, qui ne bénéficient pas des mêmes droits et privilèges que les sociétaires des coopératives, sont des travailleurs salariés. Même au Pays basque espagnol et dans le reste de l'Espagne, les coopératives du groupe dans l'industrie et la distribution emploient un nombre important de travailleurs intérimaires sur des contrats à court terme. Aujourd'hui, seule une moitié environ des entreprises du groupe Mondragon sont des coopératives, et seul un tiers des employés du groupe sont des sociétaires.

En 2013, Fagor Electrodomésticos (la division électroménager du groupe) déposait le bilan, victime de la crise financière de 2008 qui a ébranlé le marché immobilier et le secteur de l'électroménager en Espagne. Le groupe Mondragon a financé Fagor durant des années, mais les investissements de la marque dans 18 usines installées dans six pays différents sont devenus un poids de plus en plus lourd à supporter, au point que les coopératives affiliées à Mondragon ont fini par refuser de sauver Fagor. Le dépôt de bilan menaçait alors 5.600 emplois (sur 11.000 avant l'écroulement de la bulle financière).

Avec une population de 25.000 habitants, la ville de Mondragón qui a donné son nom au groupe a été durement éprouvée par la faillite de Fagor. Les sociétaires de Fagor à Mondragón et dans les autres villes de la région sont partis en retraite anticipée ou

ont été reclassés dans d'autres coopératives du groupe, mais les sous-traitants locaux ainsi que 3.500 employés des filiales de Fagor n'ont pas bénéficié de ces mesures. Leur sort, et la situation des employés dans les autres coopératives affiliées, font tout autant partie de l'histoire de Mondragon que ses principes fondateurs, son organisation démocratique et la distribution des excédents aux travailleurs membres des coopératives.

Dans l'usine Fagor de Wrocław, en Pologne, le mouvement de grève organisé en 2008 pour protester contre les bas salaires et la répression contre les syndicats a soulevé des questions au sujet des trois catégories de travailleurs de Fagor : les sociétaires de la coopérative au Pays basque, les travailleurs intérimaires dans toute l'Espagne, et la main-d'œuvre salariée dans les filiales. La sécurité de l'emploi, les salaires corrects et le modèle participatif en vigueur au Pays basque reposent-ils sur l'exploitation en dehors du Pays basque ?

Concernant les filiales de Mondragon en Chine, il est ressorti d'une étude comparative que bas salaires, longues journées de travail et dures conditions de travail se retrouvaient aussi bien dans les usines détenues par les coopératives de Mondragon que dans les entreprises capitalistes étrangères présentes dans le pays. Tout comme leurs concurrents capitalistes, les coopératives de Mondragon ont investi en Chine dans le but de fabriquer à bas coût des articles qui nécessitent une main-d'œuvre importante et de se rapprocher des marchés émergents – une stratégie approuvée par les sociétaires de la coopérative lorsqu'ils ont été appelés à voter sur la poursuite de la stratégie d'internationalisation du groupe.

Les filiales peuvent-elles devenir des coopératives ? Bien que les différentes législations nationales en la matière rendent la tâche difficile, le Congrès de la Coopérative de 2003 s'est pourtant prononcé en faveur d'une « expansion sociale » desti-

née à développer la participation et la démocratie au sein des filiales du groupe. En tant qu'organisation à but non lucratif, Mondragon affiche sa volonté de consolider un réseau international d'économie sociale, en aidant par exemple le syndicat United Steel Workers à établir des coopératives syndiquées aux États-Unis, ou en s'associant avec une entreprise coopérative de blanchisserie qui été récemment fondée à Pittsburgh. Les filiales de Mondragon continuent néanmoins de fonctionner comme des entreprises classiques, même si leur objectif n'est pas de maximiser les bénéfices des actionnaires mais de préserver les coopératives et les emplois au Pays basque.

Nombreux sont les analystes qui comptent sur le groupe Mondragon pour traiter correctement ses employés non sociétaires, mettant en avant par exemple les efforts du groupe pour former ses travailleurs au Mexique ou la conversion d'une entreprise privée en coopérative

en Galicie (Espagne). D'autres, au contraire, estiment que la stratégie de Mondragon à l'international montre bien que les coopératives sont incapables de survivre dans l'univers capitaliste : face à la concurrence, elles dégénèrent en entreprises capitalistes ou s'effondrent.

Ces problèmes ne datent cependant pas d'aujourd'hui. À la fin des années 80, j'ai ainsi découvert que les conditions de travail dans les ateliers, la participation de la base à la prise de décision et l'identification des travailleurs avec l'entreprise n'étaient pas meilleures dans une coopérative de Fagor que dans une usine capitaliste de la région où les travailleurs étaient syndiqués. Qui plus est, les sociétaires de la coopérative se sont montrés peu solidaires avec le mouvement ouvrier basque (qui à l'époque faisait partie d'une coalition d'activistes de gauche). En tant qu'institution, Mondragon s'est tenu à l'écart de ces activités politiques, et lorsque les métallurgistes

de la région se sont mis en grève, les sociétaires de la coopérative sont restés à leur poste.

Mondragon peut apparaître comme un paradis non capitaliste, mais nous avons d'importants enseignements à tirer des expériences vécues dans le groupe, en particulier si nous concentrons notre attention sur les travailleurs – sociétaires de la coopérative, travailleurs intérimaires et main-d'œuvre salariée – et sur les mouvements de la classe ouvrière. Quel est le rôle des coopératives dans le développement d'un vaste mouvement social des travailleurs ? Et dans quelle mesure les ambitions égalitaires de Mondragon pourraient-elles soutenir une vision politique plus générale ? Mondragon peut constituer un point de départ pour une réflexion sur le non-capitalisme – mais son exemple est aussi précieux pour les difficiles questions qu'il pose sur les classes sociales et le pouvoir que pour le modèle alternatif de gestion qu'il incarne. ■

Toute correspondance est à adresser à Sharyn Kasmir
<sharyn.m.kasmir@hofstra.edu>

> Le mouvement anti-intermédiaires en Grèce

Theodoros Rakopoulos, Université de Bergen (Norvège)¹



Vente de pommes de terre sur un marché de producteurs à Thessalonique.

Les coopératives sont souvent le fruit d'initiatives citoyennes en réaction aux crises économiques comme celle que connaît la Grèce depuis six ans ; elles offrent un filet de sécurité aux travailleurs et sauvent des emplois en période de transition ou de récession, comme cela a été le cas lors de la Grande Dépression des années 30 aux États-Unis, au début des années 90 en Europe de l'Est dans les pays de l'ancien bloc socialiste, ou lors de la crise qui a frappé

l'Argentine en 2001. Alors que la Grèce se trouve aux prises avec une récession persistante – avec un taux de chômage qui s'élève à plus de 27% en 2015 –, une série de mobilisations ont favorisé le développement d'un réseau fortement politisé de coopératives informelles qui s'appuie à la fois sur les stratégies d'adaptation de la société à la vie quotidienne en temps de crise, et sur un contexte politique en effervescence. Dans l'ensemble du pays, des collectifs de simples citoyens ont entraîné

une nouvelle vague de radicalisation en mettant en œuvre une économie sociale, parfois qualifiée d'économie « solidaire » ou « alternative », fondée sur la réciprocité.

Ces cinq dernières années, le développement de ce réseau informel de collectifs de citoyens a été étroitement lié à la popularité croissante de la gauche en Grèce et à la progressive ascension vers le pouvoir de Syriza (la coalition de la gauche radicale). Mais cette concordance entre

>>

les deux phénomènes met désormais les activistes face à un dilemme : les victoires électorales de Syriza ainsi que la récente décision du parti d'accepter de nouvelles mesures d'austérité mettent en effet les activistes de l'économie solidaire face à de nouveaux défis.

> Un mouvement en action

Organisées autour de coopératives pour la plupart sans caractère officiel, ces initiatives – marchés de troc, banques du temps, mais aussi prestations sociales organisées sous forme coopérative, au travers notamment de dispensaires sociaux ou de pharmacies sociales – ont permis d'apporter des solutions alternatives à l'austérité. On trouve des exemples frappants de « coopérativisation » informelle dans les quartiers populaires ou de la classe moyenne des villes grecques, en particulier entre 2011 et 2014.

À Thessalonique, deuxième ville la plus importante du pays, de nombreux habitants du centre-ville et de certaines banlieues populaires ont bénéficié des initiatives du mouvement « anti-intermédiaires ». Des bénévoles coordonnaient les coopératives locales pour distribuer des produits alimentaires, en aidant les producteurs agricoles à vendre leurs produits directement aux consommateurs sur des marchés fermiers improvisés. En 2012-13, pas moins de 80 collectifs de ce type fonctionnaient en Grèce ; au plus fort du mouvement, et pendant la deuxième moitié de 2013 lorsque j'ai mené des premiers travaux sur le terrain, la seule ville de Thessalonique concentrait chaque dimanche une dizaine de ces marchés « éphémères », attirant des milliers de personnes.

Ce mouvement anti-intermédiaires était organisé autour de coopératives informelles, qui géraient la distribution des produits alimentaires. Dans les centres urbains, des activistes organisaient des marchés de producteurs dans les quartiers pauvres et

de la classe moyenne, en occupant places publiques, parcs municipaux ou aires de parking. L'objectif de ces marchés improvisés était d'éviter les intermédiaires commerciaux. Sans les commissions prélevées par les intermédiaires, le prix des produits frais devenait abordable. Les activistes contactaient les agriculteurs de la région, les invitaient sur les marchés qu'ils avaient mis en place et se concertaient avec eux pour établir des collaborations sur le long terme. Les activistes intervenaient régulièrement mais de manière informelle. Les agriculteurs vendaient leurs produits frais à la moitié du prix habituel de détail. Les relations étaient formalisées dans des contrats stipulant que les agriculteurs ne voteraient pas pour Aube Dorée (le parti néo-nazi, actuellement troisième force en nombre de sièges au Parlement) ni ne soutiendraient des politiques racistes.

> Un mouvement en (relative) hibernation

Aujourd'hui, ce mode informel de distribution de produits agricoles pourvoit aux besoins essentiels de nombreux ménages grecs. Cependant, après avoir atteint un pic fin 2013, l'ampleur, les pratiques et même l'identité du mouvement ont changé. Plusieurs collectifs anti-intermédiaires sont actuellement en veilleuse : ils se réunissent moins souvent, voire abandonnent leurs activités sur les marchés.

Le principal problème du mouvement anti-intermédiaires découle d'un contexte hostile. Des partisans de ce type de coopération ont fait l'objet de poursuites, faute d'avoir obtenu les licences requises pour installer leurs marchés, et certains agriculteurs ont été condamnés à des amendes pour « occupation illégale de l'espace public » – chef d'accusation généralement utilisé par l'Association des Marchés ouverts de Thessalonique, un groupe de pression défendant les intérêts des intermédiaires. Au niveau individuel, des activistes ont également été gagnés par

l'usure : beaucoup ont été déçus par la réticence des agriculteurs à jouer un rôle plus actif dans l'organisation des marchés.

Le deuxième problème est plus complexe, les activistes se posant la question de savoir si ces initiatives informelles pourraient assurer une résilience à plus long terme. Nombre d'activistes ont débattu de la possibilité d'une coopérativisation en bonne et due forme mais il faudrait pour cela un système politique et juridique progressiste.

Toutes ces actions auraient bien sûr gagné à être soutenues par un gouvernement progressiste. Début janvier 2015, quelques mois avant l'entrée de Syriza au gouvernement, le mouvement est progressivement entré en hibernation. Ayant subi la coercition étatique, et face à leur propre incapacité à convaincre les agriculteurs de s'engager plus directement dans le mouvement, les activistes espéraient des conditions plus favorables pour mettre en œuvre leur « économie solidaire ». Dans l'attente d'un changement de la part du gouvernement, ils n'ont pas poursuivi leurs efforts destinés à renforcer les coopératives informelles. Certains membres exprimaient lors des assemblées leur préoccupation face au risque de « cooptation », mais la plupart des militants de l'économie solidaire tablaient sur un climat politique nettement plus favorable « une fois que la gauche serait au pouvoir ». Dans les réunions, l'idée circulait qu'en réalité « on fait ce que l'État devrait faire », et l'un des chefs de file du mouvement suggéra lors d'une assemblée que « le mouvement pourrait facilement se transformer en une mobilisation des agriculteurs assistée par un véritable État social ». En particulier lorsque des membres de Syriza ont commencé à intégrer les collectifs (ou à les « infiltrer », comme le fit remarquer un activiste, l'air de ne plaisanter qu'à demi), il paraissait évident que Syriza allait permettre de consolider une « nouvelle ère pour l'économie sociale ».

> Syriza au pouvoir

Anticipant sa victoire aux élections, Syriza créa un organe fédérateur censé venir renforcer les liens entre les différents collectifs ainsi qu'entre ces collectifs informels et les pouvoirs publics. Ceci a permis à l'économie solidaire d'avoir une importante publicité à l'échelle internationale, qui a fait écho à la popularité de Syriza. Mais la plateforme du parti n'a pas cherché à développer le mouvement au niveau de la base, et nous nous sommes retrouvés dans une situation complexe où des activistes se sont rapprochés de Syriza tandis que d'autres ont purement et simplement abandonné le mouvement.

Pendant ce temps, l'économie solidaire portant sur les produits d'alimentation est progressivement entrée en déclin (que ce soit au niveau du nombre de membres ou de l'intérêt suscité), bien que certaines municipalités progressistes aient commencé à organiser leurs propres « marchés sans intermédiaires ». Sur le terrain, la plupart des collectifs à l'origine du mouvement sont dans l'expectative, oscillant entre ce que certains activistes qualifient de « cooptation » et d'autres de « solidification ». Pour rendre compte de cette transformation partielle du mouve-

ment qui consiste à se fondre dans les institutions de l'État, certains activistes emploient le concept à la mode d'« *anathesi* », qui pourrait être traduit par l'idée de *délégation*, et sa pratique par l'expression d'*action politique déléguée*, illustrant l'idée que les mouvements de la base peuvent « déléguer » leur énergie et leur potentiel aux institutions politiques en place, et par là-même réduire leur propre activité.

Paradoxalement, alors que des liens ont été établis entre l'économie sociale coopérative présente sur le terrain et la politique progressiste du gouvernement de la gauche radicale, Syriza, une fois au pouvoir, s'est révélé être un obstacle inattendu au développement de l'économie solidaire. Pour comprendre ce phénomène, il faudrait revenir sur les liens entre le parti et les collectifs informels, et surtout, sur l'idée que la gauche allait apporter son soutien à l'économie solidaire. (À cet égard, il est significatif que le slogan principal aux élections de janvier était « l'espoir est en chemin »).

La mobilisation politique, élément vital pour l'économie solidaire, est certes en recul, mais le mouvement anti-intermédiaires a laissé une empreinte significative et encore bien visible dans le paysage politique et ci-

vil à Thessalonique. Les dispensaires sociaux et pharmacies sociales continuent d'offrir leurs services et sont désormais relativement officialisés, tandis qu'une coopérative d'alimentation mise en place par le mouvement anti-intermédiaires rencontre un réel succès. Entre-temps, le piteux échec de Syriza pour mettre un terme à des années d'austérité – avec l'introduction par le parti d'un nouveau plan de sauvetage assorti de nouvelles mesures d'austérité – a contribué à délégitimer la gauche institutionnelle dans l'opinion de beaucoup de personnes participant à l'économie solidaire, contribuant sans doute à creuser le fossé entre les collectifs de la base et le gouvernement. Au vu de la nouvelle période d'austérité qui se profile, le gouvernement n'aura guère de marge de manœuvre pour élaborer un cadre législatif susceptible de véritablement entériner et faire progresser les coopératives et l'économie solidaire. Ce revirement pourrait-il donner une nouvelle impulsion à un mouvement qui, comme le disait un activiste, « est d'abord né d'une nécessité matérielle et d'un sentiment de rage » ? Reste à savoir si ces nouvelles dynamiques vont donner un souffle nouveau au mouvement de l'économie solidaire ou transformer ses rapports compliqués avec la politique institutionnelle de la gauche. ■

Toute correspondance est à adresser à
Theodoros Rakopoulos <trakopoulos@gmail.com>

¹ Cet article s'appuie sur une étude de terrain financée par la Fondation Wenner-Gren pour la Recherche en Anthropologie (bourse n° 8856).

> Les « entreprises récupérées » en Argentine

Julían Rebón, Université de Buenos Aires (Argentine)



L'usine de céramique Zanon, reprise par ses travailleurs en 2001, est l'une des « usines récupérées » les plus importantes d'Argentine.

Nous sommes le 11 août 2014 à Garín, dans la province de Buenos Aires. Ce matin-là, en arrivant au travail, les 400 travailleurs de l'imprimerie Donneley Graphic trouvent un avis sur la porte annonçant que l'entreprise – une multinationale – cesse ses activités en Argentine. Les travailleurs se réunissent alors en assemblée, et prennent le contrôle de l'imprimerie. Une fois organisés en coopérative, ils ne tardent pas à relancer la production.

En agissant de la sorte, les travailleurs de Donneley ont eu recours à une stratégie mise en œuvre dans plus de 300 entreprises depuis l'année 2000 en Argentine, connues comme les *empresas recuperadas* (entreprises récupérées par les travailleurs). Il s'agit pour les travailleurs d'entreprises en situation de crise de s'organiser, généralement en coopératives de production, afin d'assurer eux-mêmes la poursuite de l'activité et défendre leur outil de travail. Ces stratégies défensives intègrent les principaux attributs du coopérativisme – démocratie, association volontaire et propriété collective – en créant des entreprises qui sont plus démocratiques et équitables qu'elles ne l'étaient avant leur reprise par les travailleurs.

Le phénomène des « récupérations » d'entreprises a commencé en Argentine au début des années 90, et s'est

accentué après la crise de 2001. Cette crise, qui a fait suite aux réformes néolibérales des années 90 qui ont mené l'économie du pays dans une impasse, a favorisé de deux manières l'expansion des entreprises récupérées. D'une part, de nombreuses usines ont fermé ou fait faillite durant cette période, entraînant des niveaux inédits de chômage et d'insécurité de l'emploi. D'autre part, la grave crise politique qui a suivi a déclenché une agitation sociale et des luttes sociales sans précédent. C'est dans ce contexte que les entreprises récupérées par les travailleurs sont devenues un *mouvement social*. Dans une société marquée par la culture du travail, s'élever contre le chômage est devenu pour la population une action légitime.¹

Lorsque la crise socio-économique et politique s'est résorbée, certains analystes semblaient convaincus que les entreprises récupérées disparaîtraient, or cela n'a pas été le cas. Comme en témoigne le graphique ci-après, si le nombre d'entreprises récupérées a certes atteint un pic en 2002, les récupérations d'entreprises se sont cependant poursuivies après cette date, y compris lorsque l'économie a repris et le chômage a baissé. Les travailleurs, qui disposaient désormais d'un nouvel outil reconnu par la société, ont en effet continué à l'utiliser dans de nouveaux contextes. L'expansion des entreprises récupérées a également été favorisée par un taux de chômage qui, même

s'il a diminué, est resté important (autour de 7% ces dernières années) et par un contexte politique (du moins au niveau fédéral) qui ne lui était pas défavorable.

Tout semble indiquer que les entreprises récupérées par les travailleurs sont là pour durer. D'après le *Programa Facultad Abierta* de l'Université de Buenos Aires, 311 entreprises récupérées employaient 13.642 travailleurs en Argentine en 2013. La moitié de ces entreprises se trouvent dans la région métropolitaine de Buenos Aires, mais sur les 24 districts fédéraux du pays, 21 ont des entreprises récupérées. Il s'agit essentiellement de petites et moyennes entreprises du secteur de la métallurgie, de l'industrie graphique, du textile et de l'industrie alimentaire.



Source : Julián Rebón, à partir de données du Programa Facultad Abierta de l'Université de Buenos Aires.

Les entreprises récupérées ont réussi à conserver des emplois et à en créer de nouveaux, et seules quelques-unes ont fini par fermer. Elles sont néanmoins confrontées

à une série de défis et tensions. Par exemple, en vertu de la législation en vigueur, les travailleurs qui reprennent une usine sont considérés comme des travailleurs indépendants, ce qui limite leurs prestations de retraite et d'assurance maladie et leurs prestations familiales. À l'heure actuelle, les coopératives de production réclament que l'État reconnaisse la spécificité de la gestion par les travailleurs en accordant à ces travailleurs les mêmes droits sociaux qu'aux salariés. Les entreprises gérées par les travailleurs ont également à résoudre la question de la légalité de la propriété des unités de production. Les travailleurs ont fait appel aux droits d'usages locaux et à la législation sur l'expropriation pour obtenir la propriété légale des usines, mais dans certains cas, cela n'a pas suffi à déterminer les droits de propriété, l'issue dépendant de l'appui des autorités et des juges locaux.

En 2011, la loi argentine sur les faillites ou *Ley de Concursos y Quiebras* a été amendée de sorte qu'en cas de faillite, les travailleurs organisés en coopérative puissent avoir recours à des créances acquises dans le cadre de leur travail (*acreencias laborales*) pour racheter l'entreprise en faillite. Cependant, cette loi ne concerne pas tous les cas de figure et commence tout juste à être appliquée. Dans ce contexte de droits de propriété encore mal définis, les travailleurs courent le risque d'être expulsés. Au moment où je terminais cet article, les travailleurs du restaurant récemment « récupéré » La Robla, étaient expulsés par les forces de l'ordre, et ceux de l'hôtel Bauen, également récupéré par les travailleurs, étaient menacés d'expulsion. Bien que les entreprises récupérées soient socialement légitimes, elles ne sont pas encore entièrement reconnues par la loi. ■

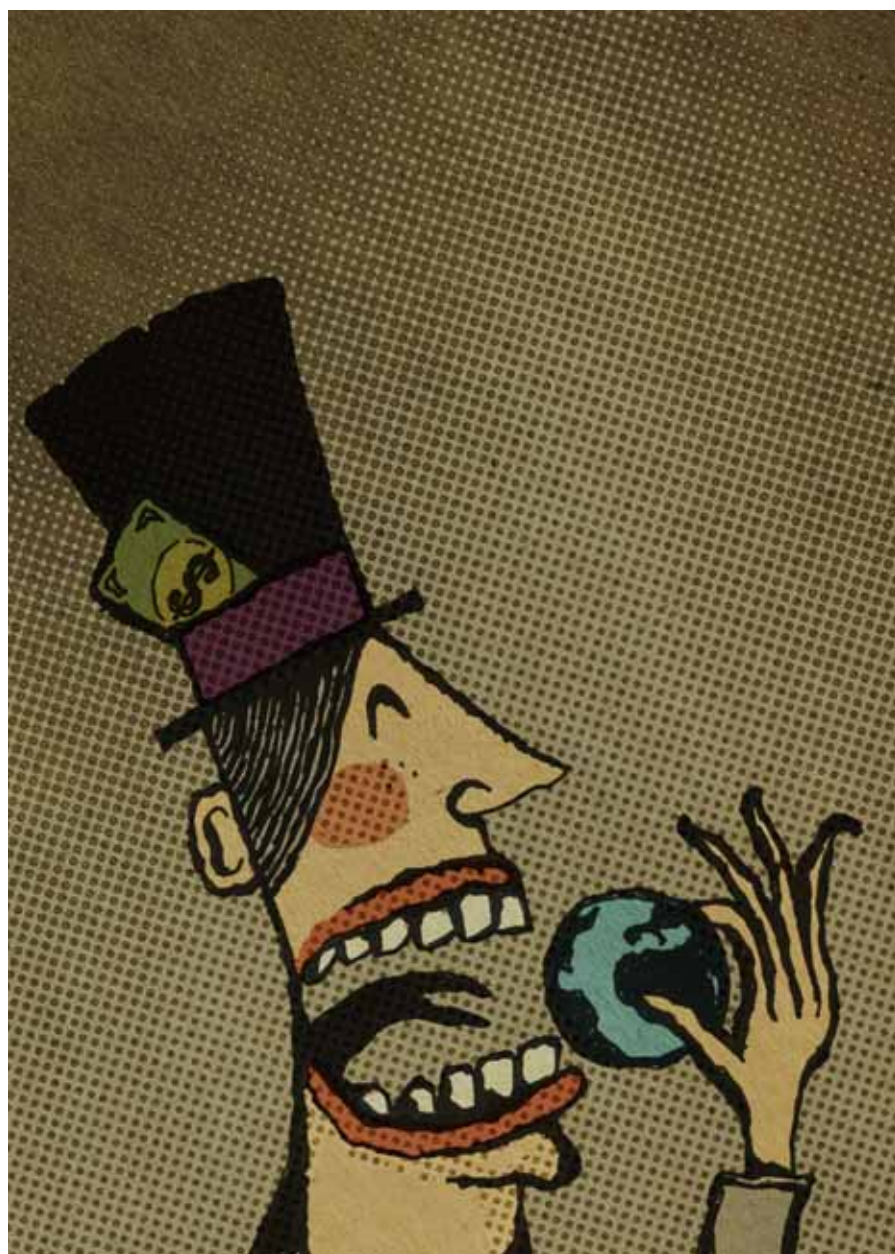
Toute correspondance est à adresser à Julián Rebón <julianrebon@gmail.com>

¹ D'après une enquête menée par l'Institut Gino Germani (Université de Buenos Aires) en 2012 dans la région métropolitaine de Buenos Aires, 73% de la population connaissait l'existence des entreprises récupérées, avec 93% d'opinions favorables.

> La fin du monde, ou la fin du capitalisme ?

Leslie Sklair, London School of Economics (Royaume-Uni)

| Illustration : Arbu.



On a dit qu'« il est plus facile d'imaginer la fin du monde que d'imaginer la fin du capitalisme » – ce qui en dit long sur l'ère de la globalisation capitaliste. On a aussi beaucoup plus écrit sur les maux du capitalisme que sur ce que pourrait être un monde non capitaliste, particulièrement en raison des expériences récentes du passé dites communistes et socialistes. Pour dépasser cela, il nous faut recommencer. Je pense qu'en fait il faudrait considérer la perspective d'un changement progressiste comme un processus à très long terme qui consisterait à contester, éviter et finalement reléguer dans les poubelles de l'histoire le capitalisme global, la social-démocratie, et les formes étatiques auxquelles ils ont donné naissance.

Pourquoi la globalisation capitaliste est-elle vouée à l'échec dans sa tentative d'apporter la prospérité, le bonheur et la paix à l'ensemble de l'humanité ? Les deux grandes failles

>>

irrémediables du capitalisme sont les crises de la polarisation des classes sociales (les riches deviennent de plus en plus riches, l'extrême pauvreté reste une réalité, et la classe moyenne est de plus en plus précaire) et de la non-durabilité écologique (une conséquence inévitable du dogme de la croissance, aussi bien capitaliste que socialiste, prôné sans relâche par la culture-idéologie du consumérisme). Ces crises peuvent être directement attribuées à la classe capitaliste transnationale (divisée en quatre fractions : entrepreneuriale, politique, technique et consumériste) et à son système de valeur dominant, la culture-idéologie consumériste.¹

Ici, je voudrais simplement indiquer certains éléments essentiels d'une transition non capitaliste progressiste. Le premier concerne la taille. De gigantesques sociétés transnationales et États entrepreneuriaux (ce qu'on appelle en anglais *corporate states*), desservis par de tentaculaires organismes professionnels et organisations de biens de consommation et de services, dominant partout la vie des gens, de sorte qu'il semble évident que des structures plus petites devraient mieux fonctionner et permettre aux gens d'avoir une vie plus satisfaisante. Il ne s'agit pas du fantasme d'un localisme fermé sur lui-même ; ma conception d'une mondialisation alternative, radicale et progressiste est celle de réseaux de petites coopératives de producteurs-consommateurs (CPP) collaborant à différents niveaux pour assurer essentiellement un niveau de vie décent pour tous sur la planète.

Comment les CPP pourraient être organisées dans un monde non capitaliste pour libérer le potentiel émancipateur d'une globalisation au sens générique ? La réponse simple et encourageante, c'est que ces coopératives fonctionneraient, au moins pendant le premier stade du changement, globalement de la même manière que le font déjà actuellement des millions de petits

groupes coopératifs à travers le monde. Les autres articles présentés dans ce dossier spécial font état d'expériences intéressantes d'activisme et de conscientisation progressistes, mais, comme on pouvait s'y attendre, toutes sont problématiques. Sharryn Kasmir montre que l'expérience de Mondragon – qui fut à un moment le grand espoir du mouvement coopératif – paraît inéluctablement compromise dans le cadre d'un système capitaliste global. Dans son étude de cas portant sur la coopérative Uralungal de Kerala en Inde, Michelle Williams montre les conditions requises pour qu'il y ait un véritable contrôle des travailleurs, mais ses conclusions laissent entendre que l'avenir de la coopérative n'est pas assuré. L'interview de Paul Singer montre que l'évolution de l'économie solidaire au Brésil offre des résultats encourageants pour sortir les gens de la pauvreté, mais la tâche reste énorme et on voit mal comment parvenir à changer la société dans son ensemble. L'analyse de Julián Rebón sur les usines gérées par les travailleurs en Argentine conduit à se demander pourquoi un État capitaliste les aiderait à se développer ou même à survivre, de même que l'étude de Theodoros Rakopoulos sur les marchés sans intermédiaires montre que la prise du pouvoir en Grèce par les radicaux de gauche de Syriza semble entraver plutôt que soutenir le mouvement anti-intermédiaires.

Aucune de ces initiatives ne montre la voie pour sortir de l'exploitation capitaliste ou de la non-durabilité écologique, ni ne pose clairement la question du rôle de l'État – que le pouvoir soit détenu par la gauche, la droite, ou les centristes – ou de comment ces initiatives s'accommodent d'un marché capitaliste consumériste. J'en conclus que tous les États finissent par être hiérarchiques, et que ce n'est que dans les communautés à petite échelle comme les CPP, reliées entre elles via Internet à l'échelle locale ou mondiale, que nous pourrions éviter cette inévitable et dangereuse dérive.

Dans ses *Cahiers de prison*, Gramsci notait que dans les périodes de crise, « le vieux monde se meurt, le nouveau monde tarde à apparaître ». Alors que Gramsci attirait l'attention sur les symptômes pathologiques d'une telle situation (en 1930), la crise actuelle est différente, et je souhaiterais me pencher sur des symptômes plus porteurs d'espoir (et prêts à apparaître) de l'actuelle crise de l'hégémonie capitaliste.

La viabilité d'initiatives qui cherchent à éviter la concurrence avec le marché et à échapper à un État hiérarchique repose sur toute une série d'hypothèses non vérifiées. La première hypothèse est que ceux qui font l'essentiel des tâches courantes continueraient à faire leur travail dans une CPP plutôt que dans de grandes entreprises et leurs filiales locales, soit une multitude de gens qui travaillent actuellement dans le secteur privé ou public, directement ou indirectement, établissant des CPP dans leur communauté locale pour produire de la nourriture, organiser les transports, mettre en place des lieux d'apprentissage et de transmission des compétences, dispenser des soins de santé, gérer des systèmes de pouvoir, etc. Les CPP font déjà cela dans le monde entier à petite échelle mais ces initiatives sont aux prises avec les marchés capitalistes. Les systèmes d'agriculture soutenue par la communauté mis en place dans différentes parties du monde constituent une première étape sur le long et difficile chemin menant à l'autosuffisance dans ce secteur.

Les idéologues néolibéraux prétendent qu'il n'existe pas d'alternative à la globalisation capitaliste. Si nous refusons de les croire et commençons à mettre en place des alternatives et que ces alternatives se révèlent être, selon leurs propres critères, un succès, alors la logique du marché peut être réfutée, ébranlée, ou simplement ignorée. Au moment où j'écris cela, je devine les sourires de ceux qui aimeraient y croire mais pensent que ce n'est pas crédible. Il y

a un siècle de cela, l'idée même que des organes humains pourraient être greffés avec succès, que nous pourrions être témoins en direct d'événements se produisant dans n'importe quelle partie du monde, que nous marcherions sur la Lune, que les voyages intercontinentaux pourraient se faire en quelques heures, et la communication visuelle de manière pratiquement instantanée, tout cela aurait également été jugé non crédible. Pour reprendre le slogan de ralliement du Forum social mondial, « un autre monde est possible ».

À de rares exceptions près, la sociologie garde le silence sur de tels sujets. Ne serait-ce qu'y faire allusion entraîne le risque d'être ridiculisé par les gardiens webériens de la neutralité des valeurs. Il n'est pas étonnant que facultés et organismes de financement soient généralement réticents à subventionner la recherche dans une direction non capitaliste. L'ironie étant qu'il y a, bien sûr, un volume important de la recherche qui critique de multiples aspects de la société capitaliste, mais sans pratiquement jamais remettre en question le capitalisme lui-même ou proposer de solutions

sur la base d'une société non capitaliste ; même un penseur aussi progressiste que E.O. Wright arrive plus ou moins à cette conclusion dans un ouvrage qui a eu un large retentissement, *Envisioning Real Utopias*.

Mais le moment est venu pour qu'une nouvelle sociologie progressive et radicale entreprenne d'attaquer de front les problèmes posés par la recherche et la théorie sur la société non capitaliste. Cela implique de remettre en question le dogme de la croissance continue, pierre angulaire de la globalisation capitaliste, de la social-démocratie et du marxisme orthodoxe. Cela fait déjà l'objet de débats autour du concept de « décroissance conviviale ». Cela aura sûrement pour conséquence que les plus riches deviendraient moins riches et que les plus pauvres deviendraient plus riches en biens matériels, mais tous bénéficieraient de richesses non matérielles. La culture-idéologie consumériste serait remplacée par une culture-idéologie des droits et des responsabilités des êtres humains, avec avant tout la ferme volonté d'aboutir à un niveau de vie durable et décent pour tous.

C'est seulement en ignorant le marché que nous pourrions échapper aux conséquences inéluctables et catastrophiques de la globalisation capitaliste. Il est vrai que cela semble totalement irréaliste, mais seulement si nous ne parvenons pas à identifier le talon d'Achille du capitalisme consumériste global : il est fondé sur la souveraineté du consommateur, or les consommateurs ne peuvent être contraints de consommer des aliments et des boissons malsains, une culture au rabais, et être l'objet d'addictions destructrices. Le pouvoir du marketing et de la publicité capitalistes et des appareils idéologiques de l'État entrepreneurial est considérable, mais si les parents peuvent être amenés à prendre pleinement conscience de la manière dont le marché est néfaste pour eux-mêmes et pour leurs enfants, il y a encore de l'espoir pour la planète et pour tous ceux qui y vivent. Aussi difficile soit-il de commencer à imaginer la fin du capitalisme et de l'État hiérarchique, ainsi que la nécessité de la décroissance, il ne fait pas de doute que plus on attendra, plus il sera difficile d'y parvenir. ■

Toute correspondance est à adresser à Leslie Sklair
<l.sklair@lse.ac.uk>

¹ J'ai traité de ces sujets dans *The transnational Capitalist Class* (Oxford: Blackwell, 2001) et *Globalization: Capitalism and its Alternatives* (Oxford: Oxford University Press, 2002).

> Contestation du modèle néo-extractiviste en Amérique latine

Maristella Svampa, Université nationale de La Plata (Argentine)



Manifestation d'Indiens mapuche contre l'exploitation minière en Argentine.

agrobusiness (cultures transgéniques comme le soja, l'huile de palme ou les biocarburants).

Pour faire référence à cette phase actuelle de l'accumulation du capital, j'emploie l'expression de « *commodity consensus* » ou « Consensus des *commodities* » (Svampa, 2011, 2013), qui prend acte du fait que contrairement à ce qui s'est passé dans les années 90, les économies latino-américaines sont aujourd'hui favorisées par l'envolée des prix des matières premières sur le marché international. En Amérique latine, les gouvernements ont réagi à cette conjoncture favorable en mettant en avant les avantages et en minimisant les nouvelles inégalités ainsi que les asymétries au plan environnemental, économique et social produites par la division internationale du travail et des territoires. La plupart des États latino-américains revendiquent une vision productiviste du développement, quitte à récuser les critiques touchant aux impacts négatifs et à ignorer les mouvements sociaux de protestation.

Parler de Consensus des *commodities* permet d'attirer l'attention sur le retour généralisé de l'Amérique latine à des activités d'extraction de biens primaires, un processus que le rôle de plus en plus prééminent joué par la Chine (devenue le premier consom-

Un peu partout en Amérique latine, des activistes et des intellectuels s'interrogent sur la logique d'accumulation du capital et sur les modèles de développement, en débattant sur des concepts comme le néo-extractivisme, le *buen vivir* (le droit au « bien vivre »), les « biens communs » (*common goods*) et les droits de la nature. Tout en contestant la viabilité à long terme des modèles actuels de développement, ces esprits critiques proposent d'autres rapports possibles entre la société, l'économie et la nature. Ces débats sont particulièrement vifs en Équateur et en Bolivie, là où les gouvernements élus par le peuple au début du XXI^e siècle semblaient prêts à suivre des voies alternatives de développement.

Mais ces débats sont devenus de plus en plus complexes. À mesure

que les gouvernements ont intensifié l'exploitation des ressources naturelles, une critique de ce qu'on désigne comme le « néo-extractivisme » a commencé à prendre forme. Le néo-extractivisme, qui fait référence à un modèle d'accumulation axé sur la surexploitation des ressources naturelles, est devenu un mot-clé du vocabulaire politique des mouvements socio-territoriaux et des organisations indigènes et de paysans. Il se caractérise par l'exportation à grande échelle de matières premières (ce qu'on appelle en anglais *commodities*), souvent à la faveur d'investissements massifs dans des mégaprojets qui menacent des territoires et des écosystèmes entiers : mégamines à ciel ouvert, exploitation des hydrocarbures, mégabarrages hydroélectriques (pour les activités extractives), intensification des activités de pêche et de déforestation, et bien sûr

mateur de matières premières en provenance d'Amérique latine) n'a fait qu'aggraver. En 2013, la Chine était la principale destination des exportations en provenance du Chili et du Brésil, la deuxième pour les exportations en provenance d'Argentine, du Pérou, de Colombie et de Cuba, et la troisième pour les exportations en provenance du Mexique, de l'Uruguay et du Venezuela (Slipak, 2014).

> Les phases du Consensus des commodities

Le Consensus des *commodities* a connu plusieurs phases. Ses origines remontent aux années 90, avec la globalisation néolibérale et le Consensus de Washington, qui ont profondément transformé les sociétés et les économies d'Amérique latine. C'est à partir de ce moment-là que les États ont favorisé les multinationales tandis que de nouvelles lois ouvraient la voie à des activités extractives comme les mégamines, l'extraction du pétrole et les cultures transgéniques.

À la fin des années 90, des mouvements sociaux d'orientation anti-néolibérale ont commencé à se manifester avec force, notamment en Bolivie, en Équateur et en Argentine. Les gouvernements progressistes nés de ces processus ont cependant été confrontés à de sérieuses limitations et à de graves conflits. En 2003, le boom des cours mondiaux des matières premières a donné le coup d'envoi au Consensus des *commodities*, en conjuguant forte rentabilité et avantages comparatifs. La première phase s'est caractérisée par la répression des conflits associés aux activités d'extraction, alors que la plupart des États de la région établissaient des liens étroits avec le capital privé des multinationales. Malgré un discours officiel nationaliste, tout au long des années qui ont suivi, les projets d'extraction se sont multipliés et les grandes entreprises multinationales ont occupé une place toujours plus importante dans les économies nationales.

À partir de 2009-2010, le Consensus des *commodities* est entré dans une deuxième phase, caractérisée par une nouvelle augmentation des projets d'extraction : au Brésil, le « Programme d'Accélération de la Croissance » prévoit la construction de multiples barrages en Amazonie ; en Bolivie, le *gran salto industrial* ou « grand saut industriel » promet quantité de projets d'extraction et d'exploitation (gaz, lithium, fer, agrobusiness) ; en Équateur, des mégamines vont être mises en valeur ; au Venezuela, dans le cadre du Plan Stratégique national, il est prévu d'augmenter l'extraction de pétrole dans la ceinture de l'Orénoque ; en Argentine, le Plan Stratégique Agroalimentaire et Agroindustriel 2010-2020 envisage une augmentation de 60% de la production de soja, ainsi que des opérations de *fracking* et l'exploitation de mégamines.

Les mégamines sont à l'origine de fortes tensions socio-environnementales. L'Observatoire des Conflits miniers en Amérique latine (<http://www.conflictosmineros.net/>) recensait en 2010 en Amérique latine 120 conflits qui ont concerné 150 communautés locales ; en 2012, 161 conflits relatifs à 173 projets qui ont affecté 212 communautés ; et en 2014, 198 conflits, avec 207 projets concernés, affectant 296 communautés. En avril 2015, 208 conflits étaient répertoriés, qui impliquaient 218 projets et affectaient 312 communautés. Le Mexique détient le record, avec 36 conflits, suivi par le Pérou (35), le Chili (34), l'Argentine (26), le Brésil (20), la Colombie (13), la Bolivie (9) et l'Équateur (7).

Dans la phase actuelle, certaines luttes socio-environnementales et territoriales, dépassant le cadre de la politique locale, trouvent un écho à l'échelle nationale. C'est le cas par exemple des actions menées pour protéger le TIPNIS (Territoire indigène et parc national Isiboro-Sécure) en Bolivie, où la population locale s'oppose à la construction d'une route ; ou celles

menées pour bloquer la construction du barrage géant de Belo Monte au Brésil ; ou la résistance organisée contre les mégamines dans différentes provinces d'Argentine ; et en 2013, contre l'abandon de l'initiative Yasuni-ITT et le déploiement de militaires dans la vallée de l'Intag en Équateur, une région qui a été aux avant-postes de la résistance aux mégamines. Des tensions sont présentes également dans des pays gouvernés par les néolibéraux ou les conservateurs. Au Pérou, la résistance à un projet de mine dans le Conga entre 2011 et 2013 a fait 25 morts ; et au Mexique, les mobilisations contre des mégamines et la construction de barrages se sont poursuivies malgré l'augmentation de la répression et des violences.

La plupart des gouvernements soutiennent les activités extractives, en criminalisant et réprimant les mouvements contestataires et en limitant la participation politique des populations locales et indigènes. L'augmentation de l'exploitation par le capital des ressources naturelles, des biens et des territoires a considérablement limité les droits collectifs et environnementaux, réduisant à néant les discours d'émancipation qui avaient suscité tant d'espoir dans des pays comme la Bolivie ou l'Équateur. Le fossé qui se creuse entre le discours et la pratique, et la criminalisation des mobilisations hostiles aux activités extractives sont révélateurs d'un recul démocratique – un revirement qui permet à des gouvernements progressistes ou populaires d'évoluer vers des régimes plus traditionnels de domination fondés sur des modèles de développement classiques de type national-populiste. ■

Toute correspondance est à adresser à Maristella Svampa <maristellasvampa@yahoo.com>

Références

Slipak, A. (2014) "Un análisis del ascenso de China y sus vínculos con América Latina a la luz de la Teoría de la Dependencia." *Realidad Económica* 282: 99-124.

Svampa, M. (2011) "Modelo de Desarrollo y cuestión ambiental en América Latina: categorías y escenarios en disputa," in F. Wanderley (dir.), *El desarrollo en cuestión. Reflexiones desde América Latina*. La Paz: CIDES, OXFAM et Plural.

----- (2013) "Consensus de los 'Commodities' y lenguajes de valoración en América Latina" in *Nueva Sociedad*, 244, www.nuso.org

> L'extractivisme contre le « bien vivre » en Équateur

William Sacher et **Michelle Báez**, FLACSO (Faculté latino-américaine de Sciences sociales, Équateur)



Les travaux en vue de la future mine de cuivre à ciel ouvert Mirador sont en marche, à Tundayme, dans la région de Zamora-Chinchipec en Équateur.
Photo de Omar Ordoñez.

En 2007, le Président équatorien Rafael Correa a suscité beaucoup d'intérêt en Amérique latine et dans le monde avec son projet politique novateur de « révolution citoyenne » (*Revolución Ciudadana*). En 2008, une assemblée constituante approuvait une nouvelle Constitution consacrant les « droits de la nature », et en 2009, le premier plan de développement du gouvernement, connu comme le *Plan Nacional para el Buen Vivir* (Plan national pour le bien vivre) inversait le modèle dominant de développement en reconnaissant « l'impossibilité pour les pays du Sud de poursuivre la voie dévastatrice de l'extractivisme ». De plus, l'originale Initiative Yasuni-ITT, qui préconisait l'arrêt de l'exploitation pétrolière en Amazonie équatorienne en échange d'une indemnisation de la communauté internationale, semblait annoncer un changement radical d'orientation en faveur d'un Équateur post-extractiviste. Sept ans après la mise en œuvre du projet politique dit de *Revolución Ciudadana*, quels sont les effets de la politique de Correa concernant les industries minière et pétrolière ? Que reste-t-il de ces propositions initiales et de l'espoir qu'elles ont représenté ?

> L'expansion des périmètres d'extraction

Ces dernières années, Correa n'a eu de cesse d'encourager l'expansion des périmètres d'extraction. Dans le secteur pétrolier, de nouvelles concessions ont autorisé le forage de plus de trois millions d'hectares en Amazonie à l'issue des deux dernières ventes aux enchères. En 2013, l'Équateur a abandonné l'Initiative ITT, donnant ainsi le coup d'envoi aux activités extractives dans certaines zones du Parc national Yasuní – où vivent plusieurs communautés indigènes, dont certaines en situation d'isolement volontaire. De même, depuis 2009, le gouvernement a apporté son soutien à de nombreux mégaprojets miniers – dont beaucoup avaient été mis en route par les précédents gouvernements néolibéraux dans l'objectif de faire de l'Équateur un grand pays minier. Aujourd'hui, une douzaine de projets de mines de cuivre et d'or se poursuivent dans des zones extrêmement sensibles, notamment des territoires indigènes et des zones de grande biodiversité et de réserves d'eau.

Parmi ces projets miniers, les plus importants sont détenus par des compagnies transnationales : l'entreprise publique

>>

Codelco au Chili, qui met en œuvre le projet Llurimagua dans la région de l'Intag ; les petites entreprises minières canadiennes comme Lundin Mining, Cornerstone ou Dynasty Metals, qui continuent à développer leurs actifs en Équateur à partir d'un refuge légal au Canada ; et les entreprises publiques chinoises Tongling et China Railways. Malgré la création d'une société minière publique – ENAMI (Empresa Nacional Minera), l'Équateur n'a pas le contrôle de sa production minière à venir.

Dans le secteur pétrolier, le nouveau gouvernement a réussi à augmenter les recettes pétrolières de l'État en renégociant les contrats existants et en augmentant la participation des entreprises publiques. Pourtant, les nouvelles zones de forage sont pour la plupart destinées à des compagnies étrangères. Qui plus est, et de manière significative, l'Équateur a reçu ces cinq dernières années des banques chinoises plus de 10 milliards de dollars de prêts, avec pour conséquence un détournement continu de la production de pétrole du pays, cette dette étant remboursée aux entreprises chinoises en barils de pétrole. Ainsi, à l'heure actuelle, 90% de la production de pétrole de l'Équateur est destinée à assurer le remboursement de cette dette.

> L'accumulation par dépossession

Sur les territoires pétrolifères et miniers, grandes entreprises et agences gouvernementales utilisent le nouveau dispositif légal mis en place par la *Revolución Ciudadana* pour déposer les populations de leurs terres et s'approprier l'équipement des compagnies minières de moindre envergure afin de s'assurer les conditions d'une extraction à grande échelle.

Ces processus – qui illustrent bien « l'accumulation par dépossession » décrite par David Harvey – ont entraîné la (re)constitution d'innombrables mouvements anti-extraction, qui brandissent la menace de catastrophes écologiques et sociales comme celles produites par plus de 40 années d'exploitation pétrolière dans l'Amazonie équatorienne. Parmi ces mouvements sociaux, on trouve des communautés de paysans et indigènes d'Amazonie comme les Indiens de Sarayaku, les Shuar et les peuples mestizo de la Cordillera del Cóndor ; les populations qui vivent dans la vallée de l'Intag et les forêts tropicales de Pacto ; les habitants des *páramos* ; et des associations comme Yasunidos, qui réclamait un référendum populaire sur la décision d'exploiter le Parc national Yasuni – qui n'a pas été approuvé par le Conseil national électoral.

> Marginalisation, répression et criminalisation des mouvements

Le gouvernement a balayé les critiques portées par ces mouvements à l'égard de sa politique extractiviste. À la fois dans les communiqués de presse du gouvernement et lors des rendez-vous télévisés du samedi du Président Correa – les fameuses « Sabatinas » –, les médias officiels

traitent les opposants au modèle extractiviste de « puérils » et présentent l'extraction comme la seule voie qui permette d'assurer le « développement » et le « progrès ».

Le gouvernement a eu recours au droit pénal pour emprisonner des résistants anti-extraction (notamment pour « terrorisme » et « sabotage »). D'autres instruments juridiques (tels que le *código 16*) ont été employés pour fermer des ONG comme Pachamama, connue pour son soutien aux peuples amazoniens en lutte contre les compagnies pétrolières.

Enfin, la présence accrue de forces de police et de l'armée sur les zones d'extraction minière et pétrolière ont semé la terreur parmi les populations locales et même causé la mort de plusieurs personnes. Ces stratégies d'intimidation ont permis de réduire au silence les activistes importants et plus généralement la société civile, rendant ainsi impossible un débat public sur la pertinence du modèle extractiviste.

Dans un précédent article (Sacher, 2010), nous avons qualifié d'« États minéraux » ou de « pétro-États » les États qui mettent leur appareil au service de l'accumulation du capital dans des méga-mines ou dans l'extraction du pétrole. Avec la mise en œuvre du projet politique de la *Revolución Ciudadana*, le gouvernement équatorien a créé les conditions matérielles et sociales nécessaires au développement de ces activités. Ces dernières années, Rafael Correa a transformé ce qui était un État néolibéral – à peine présent dans de nombreuses régions du pays – en un « État minéral » et « pétro-État ».

> Que reste-t-il du Buen Vivir ?

La politique extractiviste de Correa et de son gouvernement apparaît en contradiction avec le discours officiel. Les déclarations officielles dénoncent les modèles de « développement » et de croissance économique ainsi que l'exploitation des êtres humains et de la nature, en demandant la fin de l'extractivisme, tandis que dans la pratique, les actions du gouvernement trahissent l'esprit de la Constitution de 2008. Le gouvernement fait valoir que les compagnies minières et pétrolières vont pratiquer une exploitation « responsable » des ressources naturelles et que l'extractivisme est une étape nécessaire aujourd'hui pour pouvoir l'abandonner demain. Mais comme le philosophe équatorien David Cortez l'a fait remarquer, le *Sumak Kawsay* (*buen vivir* en langue quechua) prôné par Correa n'a pas apporté de nouveau paradigme de développement mais bien un instrument de légitimation pour une politique d'extractivisme agressif, et même une nouvelle tactique de pouvoir. ■

Toute correspondance est à adresser à William Sacher <william.sacher@mail.mcgill.ca> et Michelle Báez <baemic@gmail.com>

Références

Sacher, W. "The Canadian mineable pattern: institutionalized plundering and impunity." *Acta Sociológica* 54, January-April 2010, pp. 49-67.

> Les luttes pour les biens communs au Mexique

Mina Lorena Navarro, Benemérita Universidad Autónoma de Puebla (Mexique)



Le fleuve Santiago, au Mexique, jonché de poissons morts.

Depuis une quinzaine d'années, on assiste à une montée des luttes environnementales au Mexique contre ce que Maristella Svampa (2013) qualifie de « Consensus des *commodities* ». Ces conflits, qui portent sur l'accès aux biens communs naturels ainsi que le contrôle et la gestion de ces biens, ont pour cible un modèle extractiviste qui a converti la richesse sociale en une marchandise à des fins d'accumulation du capital, et qui est identifiable à travers trois processus (Navarro, 2015) :

- Le développement d'un nouveau secteur agro-alimentaire transnational, qui se fait au détriment des petits producteurs ruraux et met en péril les économies traditionnelles paysannes.

- Le développement d'infrastructures liées à la nouvelle politique extractiviste (routes, ports, aéroports, lignes de chemin de fer) et de mégaprojets touristiques.

- Et la désintégration du tissu social liée aux grands projets d'infrastructures et à l'expansion urbaine qui menacent des zones de culture et des zones protégées.

Ces processus ont été favorisés par le capital tant national que transnational, en coopération avec différents échelons au sein de l'État et en collusion avec le crime organisé. Différentes stratégies juridiques de cooptation, de mise au pas et de division des communautés locales ont été utilisées afin de s'assurer l'ouverture de nouveaux espaces d'exploitation et de marchandisation.

Dès lors, on a observé une tragique augmentation des détentions et des violences à l'encontre des personnes qui participent à ces luttes en faveur de ce qu'on appelle les « communs » ou « biens communs » [*commons* en anglais]. Le CEMDA (Centre mexicain de Droit environnemental) fait état entre 2005 et 2013 de 44 homicides parmi les défenseurs de l'environnement, 16 cas de criminalisation, 14 cas d'usage illégal de la force et 64 détentions illégales. Malgré l'oppression, des mouvements de résistance continuent de naître un peu partout au Mexique, animés principalement par des communautés indigènes et de paysans, et plus récemment, par des collectifs urbains auto-organisés. Nombre de communautés rurales ont lancé des offensives stratégiques pour bloquer la construction de barrages hydroélectriques qui les condamnent à quitter leurs terres en les privant de leurs moyens de subsistance. Dans l'État de Guerrero, le CECOP (Conseil des Ejidos et Communautés opposés à La Parota) est devenu célèbre pour avoir, au terme de 12 années de lutte, réussi à empêcher la construction du barrage de Parota.

En même temps, tout au long de ces 15 années, le gouvernement mexicain a accordé 24.000 concessions pour des mines à ciel ouvert et des opérations de *fracking* (fracturation hydraulique) pour l'extraction de gaz de schiste. L'extension des OGM (organismes génétiquement modifiés) est encore un autre domaine de lutte pour les communautés indigènes et de paysans qui se livrent depuis des années à une résistance acharnée contre les cultures transgéniques. Grâce à leur détermination, ces mouvements ont récemment gagné un procès qui a permis de geler les autorisations délivrées à de grandes compagnies pour cultiver du maïs transgénique. D'autres luttes portent sur des projets d'infrastructures – routières, ferroviaires, portuaires et aéroportuaires – destinés à réduire le coût de transport des matières premières. Le Front populaire de Défense de la Terre à Atenco, dans l'État de Mexico, s'est une fois de plus – comme il l'avait déjà fait en 2001 – opposé à la construction du « Nouvel Aéroport international de Mexico ». Par ailleurs, de gigantesques projets de complexes touristiques menacent des communautés entières de paysans et de pêcheurs ainsi que des zones caractérisées par leur riche biodiversité. La lutte des habitants de Cabo Pulmo est devenue un symbole depuis qu'ils ont réussi à stopper un de ces mégaprojets qui menaçait

l'un des récifs coralliens les plus importants du monde.

Dans des villes comme Mexico ou Puebla, des dizaines de mouvements luttent pour empêcher des projets d'infrastructures dans des zones protégées ou agricoles. De nombreuses localités sont affectées par des décharges à ciel ouvert, le rejet de déchets toxiques et la pollution des rivières des autres plans d'eau. Les activités d'extraction à ciel ouvert sont la cause du déversement d'énormes quantités de substances toxiques, comme dans le cas des 40 millions de litres de sulfate de cuivre qui se sont déversés dans le fleuve Sonora au nord du Mexique, affectant quelque 23.000 habitants désormais réunis au sein du Front Uni contre Grupo México [la compagnie minière responsable de cette pollution]. Les opérations d'extraction de PEMEX, la compagnie pétrolière nationale, sont également à l'origine d'explosions et d'importants déversements toxiques.

Si les communautés locales n'ont pas toujours réussi à défendre leurs territoires, il reste qu'elles ont souvent su retarder et dans certains cas paralyser des mégaprojets. Ceci a été rendu possible grâce à des processus sans précédent d'auto-organisation collective et en puisant dans des formes traditionnelles de gestion communautaire. Par exemple, les communautés indigènes de Cherán dans l'État de Michoacán ont réussi à juguler la destruction de leurs forêts en protégeant leurs communautés à la fois contre les abatteurs d'arbres et contre le crime organisé.

À l'évidence, ces luttes éclairent sur les dangers du développement capitaliste tout en mettant en avant des alternatives susceptibles de garantir la reproduction de la vie humaine et non humaine. La *lutte pour les biens communs* recouvre un double objectif politique : d'une part, la réappropriation du politique pour redéfinir nos communautés ; et d'autre part, la réappropriation des moyens et des conditions nécessaires à une reproduction autonome tant symbolique que matérielle de la vie. La régénération et la protection des biens communs sont à la base de l'existence humaine, mais face à la crise actuelle de la civilisation, la question centrale reste de savoir si les communautés vont pouvoir réguler l'accès à ces biens communs et les utiliser. ■

Toute correspondance est à adresser à Mina Navarro
<mina.navarro.t@gmail.com>

Références

- Navarro, M. L. (2015) *Luchas por lo común. Antagonismo social contra el despojo capitalista de los bienes naturales en México*. Mexico: ICSyH BUAP/ bajo tierra ediciones.
- Swampa, M. (2013) "Consensus de los 'Commodities' y lenguajes de valoración en América Latina" in *Nueva Sociedad*, 244.

> La nouvelle politique extractiviste de l'Argentine

Marian Sola Álvarez, Université nationale de General Sarmiento (Argentine)



Manifestation contre l'exploitation des mines à Mendoza, en Argentine.

L'Argentine est un cas emblématique de l'expansion des activités dites « extractives » (agro-industries, méga-projets miniers, et, plus récemment, exploitation des hydrocarbures non conventionnels au moyen du *fracking*), à l'origine de multiples luttes et de mouvements anti-extraction.

Au fur et à mesure que les agro-industries ont fait leur apparition et se sont imposées en tant que modèle d'agriculture, l'Argentine s'est distinguée sur le marché international comme l'un des plus importants producteurs de soja transgénique. À la faveur, entre autres facteurs, de la flambée du prix des produits de base, les terres destinées à la culture de soja à grande échelle ont considérablement augmenté, passant de 370.000 hectares en 1996 à plus de 20,5 millions d'hectares en 2014-15. Bien que la production massive de soja et de maïs, essentiellement destinée à l'exportation, ait accéléré

la concentration des terres aux mains de firmes étrangères, l'agriculture continue malgré tout d'être perçue comme un secteur ancré dans des traditions nationales – une perception qui contribue à limiter le débat sur les avantages et les inconvénients du modèle fondé sur l'agro-industrie.

Des résistances ont néanmoins fait leur apparition sous différentes formes pour s'opposer à la monoculture du soja. Des groupes issus de la société civile, réunis sous le slogan *Parén de fumigar* (« Arrêtez les fumigations »), ont condamné les effets de la fumigation sur les zones habitées ; plusieurs collectifs ont organisé des manifestations pour protester contre la monoculture du soja et dénoncer ses effets néfastes sur les terres habitées par les communautés indigènes et sur la biodiversité locale ; et des communautés rurales et indigènes ont essayé de mettre un terme aux déplacements de populations, en réclamant l'application de la Loi nationale sur les Forêts.

C'est à partir des années 90 que l'industrie minière a pris une importance considérable. Dans les années 2000, l'exploitation minière à ciel ouvert avait déjà connu une croissance exponentielle en Argentine. Les métaux, en particulier l'or et le cuivre, se situent désormais en deuxième position parmi les secteurs d'exportation qui ont connu la plus forte croissance, juste après le soja. D'après le Ministère argentin des Mines, les exportations minières ont augmenté de 434%, et le nombre de projets miniers de 3.311%. Les autorités locales ont accordé de multiples concessions minières dans des zones rurales protégées ainsi qu'en zone urbaine.

À l'évidence, la politique néolibérale de l'Argentine a encouragé l'extraction de minerais à grande échelle, et la situation a à peine évolué depuis 2007 [début du premier mandat de Cristina Kirchner, *NdT*]. La législation nationale a facilité l'expansion du modèle « néo-extractiviste » en assu-

rant une « sécurité juridique » et des profits élevés au secteur. L'organisation fédérale de l'État argentin et les réformes constitutionnelles de 1994 ont accordé aux administrations locales un rôle clé dans l'implantation de mégaprojets. Dès lors, les mégaprojets miniers varient d'une province à l'autre en fonction du rôle joué par les pouvoirs locaux, de la présence d'acteurs économiques locaux favorables ou non au développement du secteur, et de la dynamique locale sur les plans politique, économique et culturel.

Les mouvements de résistance qui s'organisent contre les nouveaux projets miniers et leurs conséquences sont très répandus dans tout le pays. Parmi les mouvements présents dans les régions visées par des projets miniers, beaucoup sont dirigés par des *assembleas de autoconvocados* ou « assemblées auto-constituées ». Ces collectifs disposent cependant de moyens limités pour exprimer publiquement leur opposition aux activités extractives dans la mesure où les autorités provinciales censurent et criminalisent les mouvements de protestation sociale et de défense de l'environnement. Ils ont en outre du mal à avoir accès aux informations officielles et à s'y retrouver parmi les agences publiques de défense de l'environnement.

La politique néolibérale des gouvernements n'a pas seulement contri-

bué à l'augmentation de la production de soja et au développement de nouveaux mégaprojets miniers ; elle a également ouvert la voie à l'extraction d'hydrocarbures non conventionnels par fracturation hydraulique (ce qu'on appelle le *fracking*), une opération complexe et controversée qui comporte de sérieux risques pour la société et l'environnement. Bien que cette nouvelle technique ait été mise en œuvre par de grandes sociétés transnationales, le gouvernement argentin a soutenu les hydrocarbures non conventionnels et la souveraineté énergétique au travers de l'entreprise publique nationale YPF – ce qui constitue, du moins sur le plan symbolique, un changement qui est efficace dans la mesure où l'entreprise nationale porte au moins la promesse de rétablir l'autosuffisance énergétique du pays.

En 2013, un accord conclu entre YPF, Chevron et la province de Neuquén a marqué le début du *fracking* à grande échelle en Argentine. Depuis, la découverte de gisements de gaz de schiste à Vaca Muerta, ainsi que la stigmatisation des opposants au *fracking* et le silence sur les accidents, ont contribué à réduire les possibilités pour les voix dissidentes de se faire entendre. La résistance s'est néanmoins accrue dans les provinces, en particulier en Patagonie, où des assemblées, des organisations multisectorielles et des communautés indigènes mènent des luttes pour

l'eau et les territoires. Dans plusieurs provinces, y compris Buenos Aires et Entre Ríos, des lois locales ont été édictées pour interdire d'exploiter davantage les ressources naturelles.

Le développement des activités extractives est également lié à la construction et à la réactivation de grandes usines hydroélectriques et centrales nucléaires, ainsi qu'à de grands projets d'infrastructures destinés à faciliter les agro-industries, l'exploitation minière à grande échelle et l'extraction d'hydrocarbures non conventionnels. Des dispositifs politico-institutionnels favorables à la marchandisation et à l'extraction des ressources naturelles ont été soutenus par plusieurs acteurs hégémoniques, donnant aux entreprises transnationales le pouvoir d'influer sur la vie dans ces territoires.

Lorsque nous contestons le modèle néo-extractiviste, nous sommes confrontés à de multiples défis ; mais c'est aussi l'occasion de se demander quel type de société nous voulons. Malgré des asymétries, la mobilisation des populations locales dans les débats sur ces questions – qui ont d'importantes répercussions sur les droits humains, sociaux, territoriaux et environnementaux – est indispensable pour construire des sociétés plus démocratiques. ■

Toute correspondance est à adresser à Marian Sola Álvarez <marianoal@yahoo.com.ar>

> Toute une vie au service d'une sociologie ouverte

Mikhail Chernysh, Académie des Sciences de Russie, Moscou (Russie), et membre du Comité de Recherche de l'ISA sur les Classes sociales et les Mouvements sociaux (RC47) et du Groupe thématique de l'ISA sur les Droits de l'Homme et la Justice sociale (TG03)



| Vladimir Yadov.

un cours de formation pour pilotes de chasse mais n'est pas jugé apte à le poursuivre. On donnait en effet la priorité aux personnes de constitution robuste, et Yadov était beaucoup trop chétif. Il change alors de voie, sans abandonner pour autant son rêve de dépasser l'horizon et de voir à quoi ressemble le soleil au-dessus des nuages. Il s'inscrit au Département de Philosophie de l'Université d'État de Léninegrad, obtient sa licence avec mention très bien et décide de poursuivre ses études. Au début des années 50, il soutient sa thèse sur « L'Idéologie comme forme d'activité spirituelle ». Après avoir fait la connaissance d'Igor Kon, il s'oriente vers la sociologie, nouveau domaine de recherche qui vient de s'ouvrir dans le contexte du dégel poststalinien.

À l'époque, la sociologie n'était pas officiellement reconnue en Union soviétique. Les autorités considéraient qu'elle empiétait dangereusement sur le domaine du communisme scientifique, censé apporter l'ensemble des

Vladimir Yadov faisait partie de la génération de Russes qui sont nés avant la Seconde Guerre mondiale mais sont devenus adultes après. Il naît à Léninegrad – une ville dont chaque pierre renvoie à des souvenirs de bravoure, de sacrifices et de tragédie, à la cruauté des purges stali-

niennes et au traumatisme du siège de 900 jours. À cette ville sont associés les noms de grande figures du génie créatif russe, comme ceux d'Akhmatova, de Chostakovitch et de Brodsky.

En 1945, Yadov a 16 ans et rêve de devenir pilote d'avion. Pendant ses études secondaires, il entame

outils permettant de comprendre tout ce qui se passait au sein de la société soviétique. Yadov se trouve par conséquent dans une position hasardeuse lorsqu'il prend la décision de réaliser l'une des premières études empiriques de l'histoire soviétique. Le sujet était véritablement ambitieux : l'étude avait pour objet de vérifier la validité de l'hypothèse marxiste selon laquelle la nouvelle réalité soviétique allait donner naissance à un Homme Nouveau, un nouveau type d'individu prêt à sacrifier son propre confort pour le bien commun. L'étude a donné lieu à un livre, *L'Homme et son Travail*, qui a marqué un avant et un après dans la sociologie russe.

À l'époque, les opinions sur le socialisme variaient d'un extrême à l'autre. Ses partisans vantaient ce nouveau régime à l'origine de la société la plus avancée de l'histoire de l'humanité. Ses détracteurs le qualifiaient d'« empire du mal », l'accusant d'exacerber les mauvais penchants de la nature humaine. Yadov a montré que l'Homme Soviétique n'était guère différent des hommes et des femmes d'autres pays : il voulait que la Russie soit prospère, mais aussi pouvoir tracer sa propre trajectoire personnelle et rêvait de bonheur et de promotion individuels. À partir de ce moment-là, Yadov n'a jamais caché sa forte opposition à l'essentialisme. Il a dénoncé avec

vigueur toute tentative pour concevoir « une sociologie autochtone » susceptible de se développer uniquement à l'intérieur de frontières nationales. Il ne peut pas y avoir de bicyclette kényane, disait-il pour illustrer son propos – toutes les bicyclettes ont une multitude de caractéristiques communes. Yadov était un ferme partisan de l'intégration de la sociologie russe dans la communauté internationale des sociologues, et de la mise en commun des ressources pour explorer la modernité sous toutes ses formes.

Yadov n'est pas le seul sociologue à avoir remis en cause la prééminence de l'idéologie soviétique. Avec Igor Kon, Tatyana Zaslavskaya, Boris Grouchine, Andrei Zdravomyslov et Vladimir Choubkine, il faisait partie d'un réseau informel de sociologues soviétiques qui prônaient l'honnêteté, la liberté de discussion et l'ouverture au monde. Vladimir Yadov soutenait les traditions du groupe en travaillant sans relâche sur la méthodologie des sciences sociales et les stratégies pour comprendre les changements sociaux. D'où sa tendance à privilégier la sociologie militante et les conceptions multiparadigmatiques pour expliquer les transformations en cours.

En 1988, à la faveur de la Perestroïka, Yadov devient le directeur de l'Ins-

titut de Sociologie de l'Académie des Sciences de Russie. Avec ses amis, il a profité de l'occasion pour faire de la sociologie une branche légitime des sciences sociales, ouvrir de nouveaux départements et facultés de sociologie, et envoyer de jeunes étudiants à l'étranger pour y améliorer leurs compétences et leur permettre de développer un nouveau regard sur leur propre société.

Quand bien même les années post-soviétiques ont démenti nombre d'espoirs et d'attentes, Yadov est resté jusqu'au dernier jour un optimiste. Et jusqu'au dernier jour, il a voulu continuer à travailler pour la communauté russe et internationale des sociologues. Bravant sa faiblesse physique, il a continué à voyager et à maintenir les réseaux de communication mis en place afin que la Russie fasse partie de la communauté internationale des sociologues. Et il a continué jusqu'au bout à envoyer ce message à la jeune génération : c'est à nous les sociologues de chercher à comprendre et à partager nos connaissances avec les autres. Le Professeur Yadov s'est éteint le 2 juillet 2015. Ceux qui l'ont connu garderont en mémoire son sourire, ses idées et sa loyauté sans faille envers la sociologie, pour laquelle il a tant œuvré. ■

Toute correspondance est à adresser à Mikhail Chernysh <mfche@yandex.ru>

> Un érudit et un humaniste

Andrei Alekseev, St Pétersbourg (Russie)



Yadov s'exprime à l'ombre du portrait de Lénine.

Il y a six ans de cela, nous fêtons les 80 ans de Vladimir Alexandrovich Yadov. Yadov est décédé dans sa 87^e année, dans la nuit du 2 juillet 2015 ; on serait tenté de dire « à l'issue d'une longue maladie ». Pourtant, jusqu'au dernier moment il a gardé l'esprit aussi vif que par le passé, et même sa capacité de travail.

La disparition de Yadov marque la fin d'une époque pour notre discipline. Il a vécu plus longtemps que les autres sociologues de sa génération. Les autres fondateurs de la sociologie russo-so-

viétique d'après-guerre – Grouchine, Levada, Zaslavskaya, Zdravomyslov, Choubkine – sont tous partis avant lui. Depuis sa mort, j'ai lu des dizaines de nécrologies et de commentaires. Les notices nécrologiques regorgent d'informations sur sa carrière professionnelle et de faits attestant sa renommée internationale (il n'a pourtant jamais été élu membre de l'Académie des Sciences de Russie, en raison des orientations politiques de cette institution), tandis que les hommages individuels reviennent surtout sur ses qualités personnelles et sur certains épisodes marquants de sa vie.

>>

J'imagine qu'il ne peut pas en être autrement, étant donné que ses contributions scientifiques et son charme personnel, son talent de chercheur et son charisme se retrouvent dans ces hommages. Yadov était un intellectuel, certes, mais il faisait aussi partie de l'intelligentsia, or ces deux termes sont loin d'être synonymes. Et pourtant Yadov incarnait les deux.

Je voudrais mentionner tout particulièrement une qualité incomparable de Yadov – son ouverture d'esprit, qui s'accompagnait d'une capacité extraordinaire pour dépasser les frontières. Par exemple, dans ses travaux de recherche, et tout au long de sa carrière, Yadov s'est efforcé de rapprocher différents paradigmes théoriques. Yadov n'était pas un marxiste orthodoxe. Bien que dans les années 60 il ait été un défenseur sincère du matérialisme historique en tant que « théorie sociologique générale », il a également défendu une certaine autonomie des « théories sociologiques spécifiques ». Yadov n'était pas non plus un fervent adepte du positivisme, même si plusieurs éditions de son manuel *Méthodes de la recherche sociologique* contenaient des exemples de sociologie empirique en provenance du monde entier – lesquels étaient essentiellement fondés sur un paradigme positiviste.

Yadov introduisit le terme de « poly-paradigmatique » dans le discours de la sociologie russe. Il estimait que le choix de tel cadre de référence plu-

tôt qu'un autre dépendait du travail empirique. Il avait une conception élargie de la sociologie. On pourrait ainsi considérer ses *Prédictions du comportement social de la personnalité* comme appartenant davantage au domaine de la psychologie qu'à celui de la sociologie. Pour Yadov, les frontières entre les disciplines n'existaient tout simplement pas.

Yadov était un aussi grand communicateur que théoricien des sciences sociales. Il n'avait pas son pareil pour exposer à un public de non-initiés des données scientifiques complexes dans un langage accessible, tout en injectant une dose rafraîchissante de « vraie vie » dans ses exposés. Yadov faisait preuve d'une grande tolérance à l'égard de ses adversaires. Il ne leur gardait pas rancœur, tout en ne perdant jamais une occasion de pratiquer l'ironie à leur égard. Il usait également de son sens de l'ironie à l'encontre des autorités, ou même de lui-même, en pratiquant l'autodérision. Bien qu'il n'ait jamais fait partie des opposants déclarés au régime, sa recherche de la vérité scientifique l'a souvent placé dans une position d'opposition.

Yadov avait un esprit ouvert et généreux. Je ne lui ai jamais demandé (et je ne pense pas qu'il aurait su répondre) combien de « filleuls » il avait – ceux qui rédigeaient leur thèse sous sa direction, ou ceux pour lesquels il était un « adversaire » dans la soutenance de leur thèse, ou ceux qu'il a motivés à devenir sociologues. Je

dirais que tout au long de sa carrière universitaire, leur nombre s'élève sans doute à plusieurs centaines.

Je me souviens d'un épisode particulièrement marquant. Le Conseil scientifique, que Yadov présidait, a « subitement » rejeté la thèse d'un jeune chercheur qui exprimait ses idées dans un style plutôt difficile à comprendre, un style que l'on qualifiait de langage « d'oiseau ». Le rejet a été prononcé à l'issue d'un vote à bulletin secret, sans qu'il n'y ait eu auparavant aucune critique exprimée publiquement. Comme à son habitude, Yadov a trouvé une solution surprenante – il a écrit un article dans lequel il traduisait dans un style académique conventionnel les expressions les plus incompréhensibles utilisées par l'étudiant en question. Résultat, il a sauvé un jeune auteur plein d'ambition et de talent, en même temps que la réputation du Conseil scientifique.

L'envergure des individus se mesure à l'aune de leur influence à la fois dans leur cercle social immédiat et dans un environnement social plus large ; dans le cas particulier de Yadov, son influence s'est étendue à l'ensemble de la discipline. Yadov a été un pionnier et un père fondateur. Ceux qui l'ont suivi ne trouveront personne pour le remplacer. Il ne leur reste qu'à se souvenir de lui avec reconnaissance et à essayer d'égaler du mieux qu'ils peuvent son approche de la science, des gens et du monde. ■

Toute correspondance est à adresser à
Andrei Alekseev <alexeev34@yandex.ru>

> Un guide, un collègue et un ami

Tatyana Protasenko, Institut de Sociologie, Académie des Sciences de Russie, St Pétersbourg (Russie)



| Yadov profite de la vie dans la dacha.

J'ai rencontré pour la première fois Vladimir Alexandrovich Yadov à l'occasion d'une réunion de département à la Faculté de Philosophie de l'Université d'État de Léninegrad, où je travaillais comme sténographe et poursuivais en même temps mes études. Ce devait être au début de l'année 1965. Tout juste de retour d'Angleterre où il avait poursuivi des études, il est venu faire un exposé à la faculté. Alors que j'étais habituée aux discours monotones et incompréhensibles de nos philosophes, son exposé fut si détendu et si plaisant que je me suis convertie instantanément à la sociologie. J'ai été acceptée à la Faculté de Philosophie, avec l'espoir de me spécialiser par la suite en sociologie. À l'époque le matérialisme historique dominait la discipline.

Alors que j'étudiais sous la direction de O.I. Skaratan, Yadov est devenu pour moi un guide, un très proche collègue, un ami, et un exemple à suivre. Plus tard, il s'est révélé être un excellent chef, et ce fut un plaisir de travailler sous sa direction.

Yadov était véritablement un sociologue touché par la grâce. C'était un sociologue engagé dans le débat public,

qui communiquait avec tout le monde avec facilité – qu'il s'agisse d'un haut fonctionnaire, voire du Président, ou d'une personne ordinaire interrogée dans le cadre de nos enquêtes. Il ne montrait jamais la moindre arrogance, et se joignait toujours à ses collègues pendant les conférences et les soirées entre amis. Pour contribuer au travail collectif, il se rendait souvent à la ferme d'État Lensovetovski, pour aider à désherber et cueillir des choux-fleurs et des navets – ce que ses homologues faisaient rarement. Les femmes de la ferme l'adoraient et attendaient toujours son arrivée avec impatience. Le chef de brigade le taquinait avec affection : « Hé, monsieur le Professeur, pourquoi est-ce que vous ne cueillez qu'un type de légumes ? Il faut séparer les navets qui sont pour la consommation humaine de ceux qui servent à nourrir les bêtes ». Yadov ne manquait pas de répondre par une plaisanterie puis se mettait à soulever des questions sur les conditions de travail des paysans, sur leur quotidien, sur leurs familles.

Ensemble, nous avons connu des années particulièrement sombres et difficiles. Mais Yadov parvenait à garder le moral. Il n'a trahi personne, et a aidé beaucoup de gens, et en a même sauvé un certain nombre. J'ai moi-même

>>

bénéficié de son aide à des moments particulièrement difficiles de ma vie. C'est lui qui me conseilla d'occuper le poste de secrétaire du Parti au sein de notre département de sociologie afin de mieux surveiller ce qui s'y passait et nous défendre en cas d'attaque. Après tout, le Parti communiste constituait l'espace public privilégié pour les polémiques et débats concernant la sociologie.

Si nous n'avons jamais cessé de faire de la recherche, de mener des enquêtes, nous aimions aussi lire des polars. Yadov était un grand amateur de ce genre littéraire car, selon lui, ces histoires permettaient de développer l'intellect et la pensée logique, et aussi d'acquérir une meilleure connaissance de la vie quotidienne. Après qu'il a été demis de ses fonctions, Yadov ou sa femme Ludmila Nikolaevna me téléphonaient souvent pour me questionner sur de nouveaux romans policiers. À cette époque, mes amies conservaient chez elles des collections privées de livres, dont des traductions non autorisées de polars de grands auteurs étrangers. Elles avaient aussi des amis et de la famille à l'étranger qui leur faisaient passer des livres clandestinement. Ceux qui comme moi tapaient vite, produisaient alors des exemplaires dactylographiés sur leur machine à écrire. Je conserve encore des exemplaires de ces romans policiers *samizdats*.

La chanson préférée de Yadov était « Nous avons été enterrés près de Narva », d'Alexander Galitch. Nous chantions cette chanson à pratiquement toutes les soirées où l'assemblée semblait réceptive et où quelqu'un était prêt à nous accompagner à la guitare. Yadov attirait toujours l'attention sur certains passages de la chanson :

Si la Russie demande ses fils morts, c'est qu'elle a des problèmes

*Pourtant on voit que c'était une erreur – et quel gâchis
Dans les champs où en 1943 notre bataillon a été mas-*

*sacré inutilement,
Aujourd'hui les chasseurs prennent du plaisir à tuer et soufflent dans leurs cors*

Un jour je lui ai demandé pourquoi il aimait cette chanson en particulier et il m'a répondu que c'était parce

qu'elle parlait des victimes de sacrifices inutiles réalisés au nom d'une cause commune – quelque chose que l'on retrouvait tout au long de l'histoire russe, en temps de guerre comme en temps de paix.

Je me souviens que pour le 50^e anniversaire de l'Institut de Recherche socioéconomique, Yadov s'est vu remettre un baril de vin. Il était très content et a demandé qu'on le ramène à la maison assis sur le baril. « Imaginez », nous a-t-il dit, « la tête que fera Ljuka [sa femme] quand elle ouvrira la porte et me trouvera assis tout seul sur le baril ». Yadov était comme ça.

Je me souviens aussi lorsqu'il avait rapporté de Budapest un pantalon imperméable pour mon fils de six mois. Quand il a réalisé qu'il avait pris une taille trop petite, il s'est exclamé : « Vous l'alimentez trop, votre garçon ! ». Il s'est cependant débrouillé, à travers des amis, pour l'échanger contre un pantalon à la bonne taille. Yadov était ainsi – à la fois très humain, attentif, bienveillant et intelligent. Parfois son mode de pensée était incompréhensible – lorsqu'il reliait entre elles des choses bizarres.

Mes derniers souvenirs personnels de lui remontent à il y a deux ans. Oleg Bozkov et moi-même lui rendions visite dans sa maison en Estonie. C'est Alexei Semenov, l'un de ses étudiants préférés, et qui habitait depuis longtemps en Estonie, qui nous avait conduit jusque-là. À l'époque, Semenov prévoyait de présenter sa candidature au parlement à Tallinn. Lui et sa femme Larisa prenaient soin de Yadov avec beaucoup d'affection. À dire vrai, j'ai passé là un des moments les plus heureux et joyeux de ma vie. Nous échangeons des souvenirs, racontions des blagues, en buvant du martini et du vin rouge. Nous parlions aussi du rôle et de la place de la sociologie aujourd'hui, de ce que les sociologues devraient faire et de la manière dont ils devraient répondre aux défis de notre temps, en particulier lorsqu'ils se trouvent étranglés par les autorités. Nous garderons tous le souvenir de sa grande humanité, de son inépuisable intérêt pour la vie, et de ses idées, déductions et sujets de recherche totalement inattendus. ■

Toute correspondance est à adresser à Tatyana Protasenko <tzprot@mail.ru>

> Souvenirs personnels

Valentina Uzunova, Kunstkamera, Académie des Sciences de Russie, St Pétersbourg (Russie)



Yadov lors d'une fête à l'Institut.

Un jour que Vladimir Alexandrovich Yadov donnait un cours sur « la recherche sociologique appliquée » à la Faculté de Philosophie, il était tellement pris par son exposé qu'il est tout à coup tombé de l'estrade. Le tableau noir était plus long que l'estrade sur laquelle il se déplaçait pour écrire. Nous avons tous retenu notre souffle, mais Yadov s'est immédiatement relevé et a repris son cours comme si de rien n'était. Quelle différence avec le jeune professeur de mathématiques qui, craignant le même incident, est resté rivé à la même place alors qu'il était censé couvrir le tableau d'équations !

C'est Vladimir Alexandrovich qui, en 1967, m'a amenée de façon inattendue à choisir la sociologie. Je travaillais sur les notes prises par le sténographe pour sa soutenance de thèse. Inutile de dire que la soutenance eut un énorme succès. Dans la grande salle de la Faculté d'Histoire où elle avait lieu, on sentait le public dans l'expectative, d'autant plus que la rivalité entre défenseurs et adversaires de Yadov s'intensifiait. Il n'était pas facile de prendre des notes car

les remarques du public fusaient de toutes parts. De là où j'étais, je pouvais à peine voir Yadov, mais sa nervosité était sensible. J'avais l'impression qu'il se forçait, conformément au protocole, à lire le texte qu'il avait préparé alors qu'il aurait préféré convaincre son auditoire en usant de ses dons d'orateur et de polémiste.

Sa tendance à polémiquer contrastait fortement avec le soin minutieux avec lequel il traitait les gigantesques piles de documents et d'articles qu'il lui fallait soumettre à la VAK (la Commission nationale d'Accréditation). À un moment où nous étions en train de travailler sur ces documents fastidieux, il m'a tout à coup demandé si j'étais intéressée par la perspective d'étudier à la Faculté de Philosophie. Il était d'avis que l'avenir appartenait à la sociologie et que le métier de sociologue était le plus intéressant des métiers et ouvrait sur une multiplicité de possibilités. Je lui ai entièrement fait confiance, et n'ai pas regretté mon choix.

Le récit qui suit remonte aux années 70. Les sociologues du komsomol de Léninegrad (membres de l'Organisation de la jeunesse communiste) ne soute-

naient pas suffisamment la position du Bureau du Parti communiste concernant l'émigration de deux de leurs collègues et amis. L'un d'eux était marié à une étrangère ; l'autre avait émigré pour suivre sa famille à l'étranger. Les opinions émises lors de notre réunion n'entérinaient pas la décision stipulée dans les recommandations officielles. Notre position collective était que « le départ à l'étranger est une affaire privée, et [qu']un individu a le droit de choisir le pays où il veut vivre ». Notre esprit de solidarité et d'ouverture alarma les organes de surveillance du gouvernement. « Ils parlent trop ouvertement, il doit y avoir quelqu'un derrière cela... » : tels étaient les propos qui résonnaient à travers les murs des bureaux des autorités. Les conséquences se sont fait sentir plus tard. Les dirigeants finirent par déterminer la liste des personnes responsables d'avoir cultivé une telle liberté de pensée, ceux qui nous inspiraient. Nos professeurs devinrent des proscrits, et parmi eux, Vladimir Alexandrovich était le premier de la liste. Yadov était ainsi – il ne transigeait jamais sur ses principes fondamentaux. ■

Toute correspondance est à adresser à
Valentina Uzunova <ymnesterov@gmail.com>

> Une figure emblématique

de la sociologie soviétique et post-soviétique

Gevorg Poghosyan, Directeur de l'Institut de Philosophie, Sociologie et Droit de l'Académie nationale arménienne des Sciences (Arménie), Président de l'Association arménienne de Sociologie et membre des comités de recherche de l'ISA sur les Migrations (RC31) et les Désastres (RC39)

Il est des chercheurs dont le nom est associé à la formation d'une école de pensée ou même plus largement à celle d'une discipline scientifique. Le Professeur Yadov était de ceux-là : pendant la période soviétique, il fut un pionnier dont les travaux et les activités de recherche marquèrent de manière décisive la sociologie soviétique. Depuis les années 60, les travaux de Yadov ont contribué à former plusieurs générations successives de sociologues arméniens et soviétiques. Ses trois principales monographies, *L'Homme et son travail* (1967, en collaboration avec A.G. Zdravomyslov et V.P. Rozhin), *Recherche sociologique : Méthodologie, programme, méthodes* (1972) et *Autorégulation et prédiction du comportement social* (1979), sont devenues pour les sociologues soviétiques des ouvrages de référence. Pour beaucoup de jeunes gens, les écrits de Yadov ont ouvert la voie à la sociologie comme discipline scientifique.

Ses ouvrages étant devenus des classiques, Yadov est devenu une icône vivante de la sociologie soviétique. Les rares sociologues arméniens qui ont eu la chance d'être en contact avec lui, d'écouter ses cours et ses conférences, voire de débattre avec lui sur différentes questions de recherche, en sont sortis pour longtemps, si ce n'est pour toujours, « contaminés » par l'approche si particulière qu'il avait de son travail et de la sociologie. Il se montrait toujours ouvert aux autres, quelque soit leur âge, leur niveau d'études et leurs titres, leur origine ethnique ou leurs positions idéologiques. Il s'efforçait toujours de témoigner du respect pour les opinions de son interlocuteur, sans pour autant nécessairement chercher à trouver un point d'entente. Ses paroles nous ont profondément marqués, comme lorsqu'il disait que « le plus grand plaisir, c'est lorsqu'on parvient à comprendre quelque chose de nouveau, puis à le transmettre à d'autres ».

Lorsqu'il travaillait à l'Institut des Problèmes économiques et sociaux de Leningrad, Yadov réussit à sélectionner puis à consolider une équipe de sociologues à la fois talentueux et créatifs. L'atmosphère de libre pensée critique qui y régnait contrastait fortement avec l'étroitesse d'esprit d'autres institutions soviétiques qui se consacraient à la recherche en sciences humaines et sociales. Tous ceux qui ont respiré cette atmosphère particulière se retrouvaient bientôt inspirés par son esprit de libre examen et de pensée créative. Ici du moins, en Arménie, nous étions à l'affût du moindre souffle de changement, de la



Yadov le conférencier.

moindre bouffée d'idées neuves en provenance du laboratoire de recherche de Yadov. Perspicace et exigeant sur le plan de la recherche, Yadov dégagait un charme personnel particulier qui attirait à lui de jeunes chercheurs de toutes les républiques de l'ex-Union soviétique. Il accordait une grande importance à la créativité et à l'originalité de la jeune génération de chercheurs et a toujours conservé une attitude critique face à l'orthodoxie.

Sans doute sans même en être lui-même conscient, Yadov s'est imposé comme le pilier d'une immense université invisible, une communauté virtuelle, voire une sorte de « fraternité spirituelle » caractérisée par une même vision du monde, avec des valeurs et des objectifs propres. En particulier dans les dernières années de sa vie, Yadov estimait que les sociologues devaient s'efforcer d'influer sur « le mouvement des planètes sociales », suivant les termes qu'il a employés dans l'un de ses derniers entretiens avec Boris Doctorov. Yadov, dont les ouvrages ont jeté les bases d'un nouveau champ d'études scientifiques, insistait : « Si nous, les sociologues, nous allons nous limiter à écrire des livres, nous ne nous acquitterons pas de notre devoir de citoyen ». Cette phrase pourrait être considérée comme les « dernières volontés » scientifiques de Yadov. Il va beaucoup nous manquer, à nous les sociologues arméniens. ■

Toute correspondance est à adresser à Gevorg Poghosyan <gevorg@sci.am>